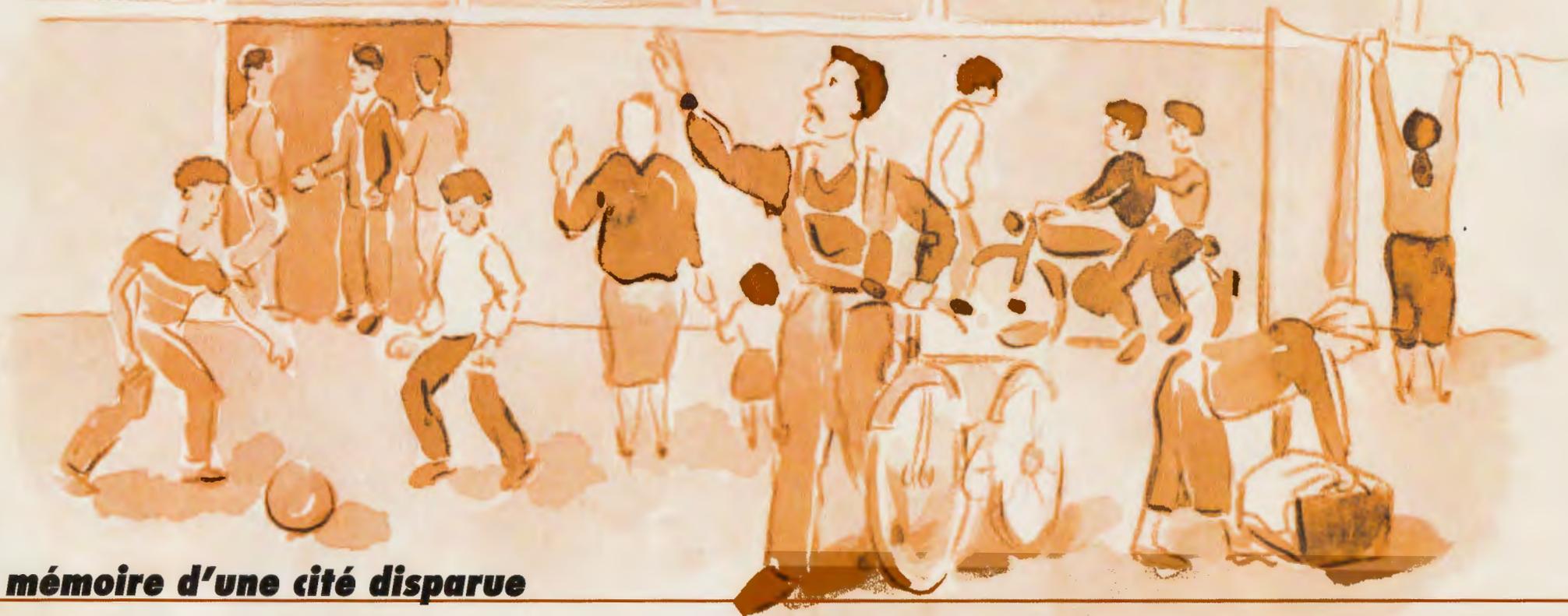


# Olivier de Serres

ou

## "la medina brumeuse"



***La mémoire d'une cité disparue***

# Olivier de Serres

ou

**"la médina brumeuse"**

***La mémoire d'une cité disparue***

**Ecriture : Annie Schwartz  
Illustration : Alain Sauzay**

# Avant-propos

---

Est-il possible, comme le titrait la presse lors de la démolition de l'ensemble Olivier de Serres de "faire table rase du passé" ?

La cité a certes été rayée de la carte du quartier, mais elle n'en demeure pas moins vivante dans la mémoire de ces occupants, laquelle porte parfois traces de blessures ou de cicatrices. Pourtant, même douloureuse, il est important que cette mémoire perdure. Pour les personnes elles-mêmes, car il s'agit de leur histoire et de leur vie mais aussi parce que ces témoignages sur un passé récent peuvent donner à réfléchir quant à l'avenir et la cohésion de notre société.

Chaque homme a sa mémoire, celle de ses racines. Auvergnates ou bretonnes, elles sont souvent liées au lieu de l'enfance. Rien d'étonnant alors, que des jeunes issus du "quartier Simon", se disent "d'Olivier de Serres". Ajoutons à cela que nombre d'entre eux ont vécu dans cette cité des choses tellement fortes, pour ne pas dire plus, qu'elles ont fini par leur forger une identité.

C'est du constat de ce sentiment d'appartenance qu'est née l'idée de ces "Rencontres autour de l'écriture" avec quelques anciens habitants du quartier qui ont accepté de dérouler le fil de leur mémoire. Certains "redécouvrant" parfois avec amusement, les "enfants terribles" qu'ils avaient été. Les travailleurs sociaux qui ont accompagné familles et enfants, durant plusieurs années ont su, eux aussi, faire revivre l'univers très particulier du quartier et lui redonner son poids d'humanité.

La cité Olivier de Serres a fait couler beaucoup d'encre, elle a été étudiée sous des angles multiples : sociologique, psychologique, politique... , mais le propos des "Rencontres autour de l'écriture" n'était point de l'évoquer de l'extérieur. Il s'agissait de laisser la parole aux acteurs de cette vie dans un quartier disparu, que d'aucuns surnommèrent poétiquement la "médi-na brumeuse", pour traduire l'exil vécu au coeur des brouillards lyonnais.

Les hommes et les femmes qui ont livré leurs souvenirs, l'ont fait avec une authenticité et une justesse remarquables. D'où l'idée d'une mise en forme de ce discours de la mémoire susceptible d'en préserver l'originalité et la qualité.

Chaque témoignage a un ton, une couleur spécifique... Les approches diffèrent, mais elles partent de la même réalité... Spontanés, vivants, émouvants, les récits de chacun se croisent, tissant au fil des mots, l'histoire d'une cité devenue "maudite", inscrite dans celle de Villeurbanne et de l'agglomération lyonnaise.

Ecoutez-les, écoutez-là...

## Retour sur images...

La cité Olivier de Serres naquit dans les années 60, à Villeurbanne. Vieillie avant l'âge, elle n'avait pas dix-huit ans lorsque les premières barres tombèrent sous la boule des démolisseurs. Le 4 août 1984, avec le dynamitage des derniers immeubles, elle cessait d'exister. Entre ces deux dates, jusqu'à deux mille personnes, en majorité des jeunes, avaient vécu dans ses murs et le nom d'Olivier de Serres, un tranquille botaniste du XVI<sup>e</sup> siècle, était devenu synonyme de ghetto...

Dans cette cité repliée sur elle-même, les habitants; pour la plupart, nés sur le pourtour de la Méditerranée, avaient reconstitué leur environnement d'origine avec ses réseaux relationnels étroits et chaleureux. Plus l'homme est éloigné de ses racines, plus fort est semble-t-il, son besoin de se retrouver avec les siens.

Cette concentration dans un même lieu, d'une population avec des difficultés similaires, a fini par créer une situation d'enfermement. Elle est rapidement devenue insoutenable tant pour les résidents qui se sentaient rejetés par l'extérieur que pour le voisinage qui se trouvait confronté, d'abord à des modes de vie différents, puis à la délinquance, lorsque le quartier sombra corps et âme dans la marginalité sociale.

Précisons que les travailleurs sociaux ont été très présents dans le quartier et ce, dès les premières années, tant pour soutenir les parents dans leur tâche édu-

cative, que pour accompagner cette jeunesse, parfois si souffrante, et donc dure avec elle-même et avec les autres. Nombre de militants syndicaux ou politiques ont déployé également beaucoup d'énergie, pour tenter d'arracher la cité à son destin tragique.

Nul sans doute ne regretta véritablement la disparition de cet ensemble, ni les autorités qui avaient oeuvré pour cela, ni les habitants qui espéraient en quittant le quartier se débarrasser d'une "étiquette" bien lourde à porter. Pourtant dans ces logis des coeurs avaient battu, des gens avaient aimé, des gens avaient souffert, des enfants étaient nés, d'autres allaient y mourir.

Dans la poussière des décombres s'envolait un peu du passé des familles d'Olivier de Serres...

## De l'industrie au logement social

Avant-guerre, sur ce terrain situé entre la rue du 1er Mars 1943 (ancienne rue Flchet) et Cusset (Boulevard Réguillon) prolongé jusqu'au cours Emile Zola par la rue Pierre Baratin se trouvaient l'usine Gillet et quelques autres entreprises -dont de petites usines qui bordaient la Rize- et des lotissements ouvriers.

En 1939, Simon, un industriel, rachète plusieurs de ces terrains et crée une usine de selles de vélos.

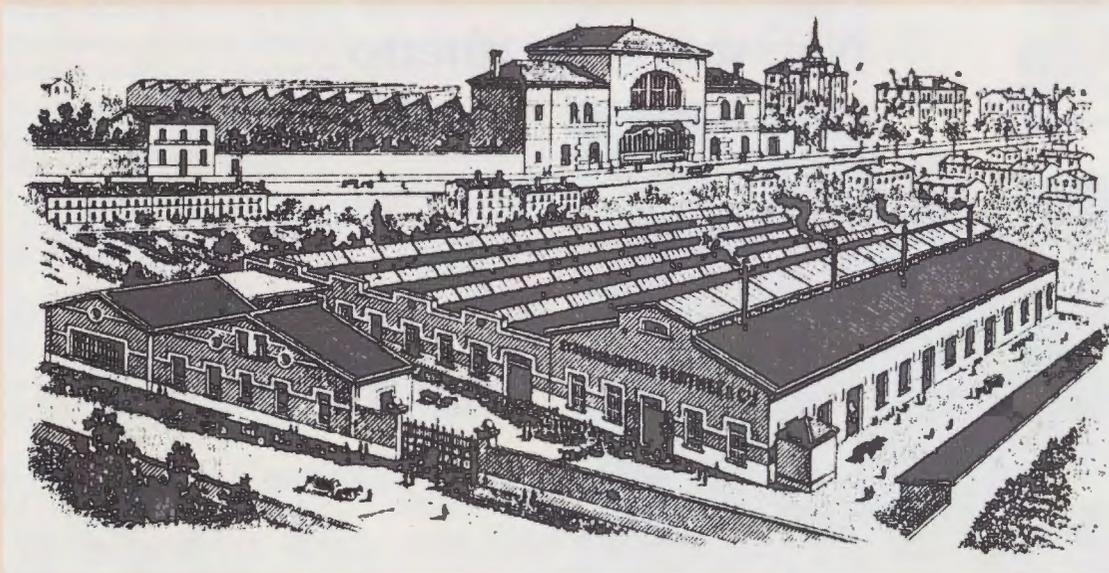
En 1956, la Société regroupe ses ateliers en Côte d'Or et décide, sur ce terrain devenu disponible, de réaliser une opération immobilière, suivant en cela l'exemple d'autres industriels.

Et c'est ainsi qu'en 1958, les frères Simon investissent dans le logement économique, soutenus par l'Etat qui apporte une part de financement (Opération LOGECO).

L'évolution de la guerre d'Algérie les renforce dans leur intention, ils comprennent qu'il va falloir reloger des rapatriés. Les prêts H.L.M. proposés sont alléchants, puisque pratiquement sans intérêts.

Le permis de construire est déposé au cours de l'été 1958. Il est accordé en octobre 1959, pour 336 logements économiques : 64 F3, 168 F4, 104 F5 sur 25 441 m<sup>2</sup> (garages non compris).

Les six barres de huit étages sont construites de 1960 à 1962 pour la première tranche et de 1962 à 1965 pour la seconde, le cabinet Nachury étant le promoteur et les architectes Paul et André Rostagnat. Il faut souligner que seuls les plans leur ont été confiés. Ils n'ont pas assuré la réalisation des immeubles.



## Des logements vite remplis

Dès 1960, les premiers logements sont occupés par les rapatriés d'Algérie. La



gérance des immeubles est d'abord assurée par un cabinet d'administration de biens. Elle sera très vite récusée par la société propriétaire qui préférera créer sa propre régie : la Compagnie Simon,

laquelle, dès 1963, annonce une forte augmentation des loyers et des charges.<sup>1</sup> Très rapidement les résidents entrent en conflit avec la Compagnie refusant de payer des loyers jugés excessifs. Un comité de locataires est créé. Cependant, la régie manifestant une volonté très déterminée de maintenir ses prix, les rapatriés, dans leur majorité, préféreront partir. Pour beaucoup l'étape villeurbanaise n'était que transitoire.

Dès lors, les immeubles seront occupés par des travailleurs maghrébins qui acceptent les prix élevés, compte tenu des difficultés qu'ils ont à se loger (liées à la crise du logement et à leur origine) et parce que souvent l'appartement, pour réduire les frais, est partagé avec plusieurs familles.

En 1965, la "Cité Simon", puisque c'est ainsi qu'on l'appelait, était remplie. Ainsi, dès le début, on comptait déjà 95 à 99 % de Maghrébins. Seules quelques familles de souche européenne sont restées. (En 1975/76 arriveront aussi quelques familles turques, mais elles ne resteront pas longtemps. "Peut-être le contentieux entre Maghrébins et Turcs lié à la conquête de l'Empire Ottoman, ne facilitait-il pas les relations" explique un travailleur social.

Les gens sont certes installés, mais il faut dire qu'ils vivent dans des immeubles qui sont encore, en partie, inachevés : abords non goudronnés, égouts débordants...

D'où en 1967 une démarche officielle de la part des résidents d'origine algériennes (communauté la plus nombreuse dans la cité). Ils adressent un courrier au Préfet et à leur consulat demandant de faire pression sur la Compagnie Simon pour que soit achevé l'aménagement des abords. Cette action n'aura pas de résultat.

A noter que dès 1966 commencent les difficultés avec le voisinage. Le maire, M. Gagnaire est amené à évoquer les problèmes lors d'une séance du Conseil municipal de septembre 1966.

Les années se succèdent et les immeubles se dégradent de plus en plus, les ascenseurs en panne, les vitres des escaliers cassées, entraînent des accidents graves.

En 1971, la Régie Simon augmente encore ses loyers de manière anormale. Les bâtiments ne sont toujours pas entretenus et pourtant les charges atteignent 25 % du loyer, sans compter le chauffage.

Les locataires restent malgré tout, ne sachant où aller, les autres bailleurs sociaux les refusant systématiquement. "Pourtant les familles étaient solvables, disent les travailleurs sociaux, il n'y avait pas de chômage à l'époque et les pères de famille avaient tous un emploi, soit d'éboueur, chez Monin ou à la Courly, soit dans le Bâtiment, soit dans les entreprises environnantes telles J.B Martin, Delle-Alsthom..."

Par ailleurs, certaines familles qui essaient de quitter les lieux se heurtent à des pétitions pour les empêcher de s'installer sur un nouveau secteur de Villeurbanne.

En 1972, soixante locataires entament donc une grève des charges. Elle est conduite de façon réglementaire. Le montant des charges reste bloqué sur un compte jusqu'au moment du paiement, mais il n'est pas obtenu grand chose.

## Naissance du ghetto

Il semble que cette dernière action signe véritablement la naissance du ghetto. Les conflits entre locataires et propriétaires ne trouvent pas de solutions, et dès après 1972, débutent les premières violences.

Parallèlement, dès 1970, la Préfecture avait interdit l'arrivée de nouvelles familles dans la cité. Celles qui parviennent à partir n'étant pas remplacées, dès lors la population se fige.

Dans les logements restés vacants, (113 sur 336 en 1977)<sup>2</sup> s'installent des célibataires tunisiens ce qui va provoquer des incidents avec les résidents de la cité. De plus, la multiplicité des situations irrégulières tant chez ces jeunes que chez les femmes (dans le cadre de regroupements illégaux) provoque des conflits internes.

Quant aux immeubles, ils subissent aussi des dommages. Les auteurs de l'étude précitée<sup>3</sup> analysent ainsi les comportements : "Les habitants s'appuyant sur les défauts d'entretien qu'ils n'avaient réussi à négocier, accélèrent les dégradations, devenant ainsi en quelque sorte les agents de la politique du pire, à défaut



*d'avoir réussi dans leur tentative d'une politique du mieux. Puisqu'ils doivent porter les stigmates, qu'au moins ils soient visibles, clairs, sans ambiguïté, mais surtout signes avant-coureurs de la condamnation définitive du système. Les logements vacants, les occupations illégales, la violence retournée contre le cadre bâti accroissent rapidement les signes du rejet, authentifiant ainsi la réalité de l'exclusion."*

En 1973, la situation s'aggrave, une voiture accroche délibérément cinq habitants marocains qui se promenaient sur les trottoirs de la cité.

En juin 1974, un affrontement entre Tunisiens et Algériens fait onze blessés.

Dégradations, vols dans les magasins du quartier, bagarres, disputes sont le lot quotidien, avec une police toujours à proximité.

La situation est telle que la construction du Foyer Frappaz de la SONACOTRA sur un terrain proche de la cité, doit se faire sous la protection d'une société de gardiennage dont les membres sont eux-mêmes protégés par des C.R.S. Le chantier s'est achevé tous volets fermés, à la lumière électrique... L'installation de ce foyer de célibataires était très mal vue, comme l'avait été, l'occupation des logements vacants par les Tunisiens.

Les violences vis à vis de ce foyer constituent une "manifestation supplémentaire du refus des habitants, de figer la situation, les jeunes étant les plus visés dans l'encercllement du ghetto" expliquent les deux sociologues.<sup>4</sup>

Le quotidien "Le Progrès", en mars 1975, rapporte les propos d'un voisin de la cité : "Ils ont tout cassé, quand ils s'en iront, il n'y aura plus qu'à tout raser !"

Cette année-là, commence à circuler l'idée qu'il faudrait démolir...

"Les habitants ont posé, par leurs manifestations

diverses un problème d'ordre public qui oblige la préfecture et la municipalité à se saisir du dossier" constatent Olivier Brachet et Anne Mayère.<sup>5</sup>

En 1976, on compte 30 % de logements vides dans la cité, alors qu'à cette époque, la vacance est faible dans le parc H.L.M.

Lors d'un conseil municipal, cette même année, le maire de Villeurbanne, M. Gagnaire estime que la solution passe par le rachat des immeubles, en vue de leur démolition. La Préfecture ouvre le dossier et une mission Sonacotra conclut à la nécessité de disperser les familles et de démolir ou de restructurer. Or, de son côté, la compagnie Simon cherche à se débarrasser de la cité et tente de vendre les appartements aux locataires. Préfecture et mairie réagissent pour mettre cette vente en échec.

Les familles de la cité éprouvent également le désir d'en finir. 70 % d'entre elles déclarent qu'elles voudraient partir. Il faut préciser que les jeunes n'ont pas été consultés dans ce sondage, alors qu'ils représentent 70 % des habitants...<sup>6</sup>

## Une situation d'apartheid scolaire

De 1968 à 1975 se déroule la construction de la Perralière, un nouveau quartier limitrophe d'Olivier de Serres. Il doit accueillir des français des classes moyennes et comprend plus de 1 000 logements, un centre commercial, divers équipements sociaux et une école de 30 classes.

"La promesse de la disparition de la Compagnie Simon fait partie des arguments de vente des logements" écrit Marc Bonneville.<sup>7</sup>

L'école Louis Pasteur, construite dans le cadre de l'opération de la Perralière, s'installe donc à proximité de "Jules Ferry", l'ancienne école du quartier, où vont les enfants de la cité Olivier de Serres.



(1), (2), (3), (4), (5) et (6) : Détruire des ensembles récents. L'opération destruction-relogement Olivier de Serres. Olivier Brachet, Anne Mayère. Etude Déc. 1983 publiée par Economie et Humanisme.

(7) : Marc Bonneville. Villeurbanne : naissance et métamorphose d'une banlieue ouvrière PUF 1978.

Il en résulte qu'on trouve 80 % d'enfants d'immigrés à "Jules Ferry", et pratiquement aucun à "Louis Pasteur".

Dès la rentrée scolaire 1974, des familles françaises dont les enfants devaient, du fait de la carte scolaire, être inscrits à "Jules Ferry", demandent et obtiennent des dérogations pour mettre leurs enfants dans d'autres écoles. Les familles maghrébines, en réaction, refusent pendant une semaine d'envoyer leurs enfants à "Jules Ferry".

C'est ainsi qu'on finit par créer une véritable situation d'apartheid.

Les réunions, protestations, pétitions ne font pas évoluer les choses.

Un travailleur social précise :

*"Parents et enfants ressentent douloureusement cette ségrégation que tous ceux qui militaient à leur côté n'étaient pas parvenus à éviter. Les enfants et les adolescents sont les plus affectés par le rejet dont ils sont l'objet et leur inadaptation culturelle et scolaire au pays dans lequel ils se trouvent."*

Trois ans plus tard, en 1977, la situation n'a guère évolué lorsqu'on découvre les chiffres suivants :

- Groupe scolaire Louis Pasteur : 600 élèves, dont 20 Maghrébins.  
- Groupe scolaire Jules Ferry : 410 élèves, dont 400 Maghrébins.  
- Le Groupe scolaire Berthelot reçoit 340 Maghrébins sur 480 élèves.<sup>8</sup>

Cette même année 1977, la population d'Olivier de Serres rassemble 1 900 personnes dont 75 %, c'est-à-dire 1 400, sont des enfants et dont 1 100 fréquentent les établissements scolaires.



## La spirale de l'échec

*"La majorité de ce qu'il est convenu d'appeler la "deuxième génération" était encore très jeune dans les années 60/75 et n'était encore pas trop attirée vers la délinquance, mais on la sentait venir, à cause de l'échec scolaire",* explique un travailleur social. *"Beaucoup de parents étaient analphabètes en français et ne*

*pouvaient assurer le suivi des enfants en dehors de l'école, ni échanger avec les enseignants. Il arrivait aussi que les jeunes écrivent eux-mêmes leurs mots d'excuse, leurs parents ne pouvant le faire, ce qui n'était pas sans danger pour l'autorité parentale"* précise un autre.

Au fil des années, la situation empire. Les enfants ont grandi et les jeunes qu'ils sont devenus, moins soumis que les adultes, se révoltent contre l'injustice dont ils sont victimes et contre l'humiliation que subissent leurs parents. Ceux-ci dépassés par leurs enfants, écartelés entre deux cultures et deux conceptions de l'éducation baissent les bras et deviennent très permissifs.

Pierre Espagne<sup>9</sup> écrit : *"Il m'apparaît évident que les jeunes de la Régie Simon ont parfaitement perçu le sens des discours dont ils sont l'objet de la part de la société d'accueil. Alors chacun des enfants, chacun des adolescents poursuit avec un dérisoire acharnement, une quête maladroite : répondre avec le plus d'exactitude possible à l'image que l'autre, l'européen, se fait de lui, l'assumer jusque dans le paroxysme."*

Bien sûr, il s'est trouvé cependant des jeunes qui ont manifesté le désir de s'en sortir, notamment, par leur ardeur au travail.

## Situation intérieure

La cité devient alors un véritable foyer de délinquance, presque un périmètre interdit, un ghetto où l'on craint de s'aventurer, même en plein jour. Un journaliste écrit dans l'un des nombreux articles qui paraissent alors : *"Le nom d'Olivier de Serres est irrémédiablement lié à la notion d'insécurité."* Le 30 septembre 1977, un enfant de deux ans tombe du 8<sup>ème</sup> étage. Son lit était placé à proximité de la fenêtre ouverte, il a grimpé sur le rebord et est tombé dans le vide. Le drame a fait monter la tension. Les policiers venus procéder à l'enquête sont pris à partie par la foule, insultés par les voisins. Il s'ensuit une échauffourée dans laquelle un inspecteur voit sa cravate arrachée, un autre sa veste déchirée et le commissaire, s'en sort avec un poignet foulé. Cet incident rapporté par la presse donne une idée de l'ambiance surchauffée qui existait à l'époque.

## Une nouvelle équipe municipale

En 1976, le Maire, M. Gagnaire avait clairement énoncé que la solution du problème passait par le rachat et la démolition. L'arrivée d'une équipe socialiste et l'élection de Charles Hernu, à la Mairie de Villeurbanne accélèrent le processus d'une opération déjà enclenchée.

Après examen du dossier, la nouvelle municipalité constate que la restructuration serait plus coûteuse que la démolition totale suivie de la reconstruction d'un nouveau groupe H.L.M. locatif.

Le 24 octobre 1977, elle déclare qu'il faut supprimer le ghetto et démolir les immeubles. Mais il y a problème car la régie Simon a bénéficié pour construire ces immeubles des prêts H.L.M. Or ils n'ont que dix-huit ans et le Ministre de l'Équipement ne peut délivrer un permis de démolition !

Une nouvelle bataille est alors engagée par la municipalité villeurbannaise, avec le soutien du Préfet de Région, du Préfet de police, du sous-préfet et des quatre présidents d'office H.L.M.

Reste à devenir propriétaire, c'est-à-dire acheter les immeubles à la régie Simon. Il s'agit alors de convaincre les financeurs, une entreprise ardue, car le prix de cession de ces immeubles représente 15 millions de francs, une somme supérieure au budget annuel de la municipalité.

Finalement, acte est reçu par maître Guy Rousseau, notaire, permettant à l'office H.L.M. de la COURLY à Villeurbanne d'acquérir les immeubles de la rue Olivier de Serres conjointement et solidairement avec l'Office Public d'Aménagement et de Construction du Rhône (l'O.P.A.C.), la Société Villeurbannaise d'H.L.M. et la Société de Logement et Gestion Immobilière "LOGIREL" pour la région lyonnaise.

Une pré-étude est effectuée dans le cadre du groupement des maîtres d'ouvrage chargés de la réalisation. Mais le plan de financement laisse apparaître un déficit de l'ordre de 12 millions.

*"A partir de là, expliquait à l'époque, Charles Hernu, nous nous sommes mis à trois pour partager le déficit, le Département (et je rends hommage au président Benoît Carteron) ; la COURLY (et je tiens à rendre le même hommage à M. Francisque Collomb) et la ville de Villeurbanne qui paie donc deux fois. Nous avons contraint le groupe Simon à nous vendre ce terrain (18 000 m<sup>2</sup> habitable) à un prix inférieur à l'expertise faite par les domaines, mais cela représentait tout de même 15 millions de francs."*

## Un rapt mystérieux

Au moment où les parties étaient d'accord pour aller signer l'acte de vente, coup de théâtre, Roland Simon, gérant des immeubles de la rue Olivier de Serres est enlevé ! Effervescence, grand bruit autour de l'événement. ... A la veille des transactions pour le rachat des immeubles, cette affaire suscite bien des commentaires.

Le "Progrès" titre le 9 septembre 1977 : "L'étrange rapt de l'industriel villeurbannais". Roland Simon sera relâché deux jours plus tard. D'après ses dires, il a été enle-

vé à son domicile, par un homme seul qui l'a fait monter dans le coffre d'une 504. Un message demandant une rançon de 2 millions et demi de nouveaux francs "en coupures usagées" est adressé au Progrès, mais aucune somme d'argent n'a semble-t-il été versée. "Le mobile, écrit le journaliste, n'a pas été éclairci."

Les circonstances de cette disparition, qui a fait les gros titres de la presse régionale, mais aussi nationale, ne seront pas élucidées.

La presse finit par conclure le 22 septembre : "L'auteur du rapt, à moins d'un rebondissement inattendu ne franchira pas les portes de l'Hôtel de Police avant plusieurs semaines, s'il les franchit jamais..."

## "Humaniser la situation"

Malgré cet épisode curieux, les négociations se poursuivent et l'on aboutit le 28 octobre 1977, à la signature de l'acte de vente. "L'office d'H.L.M. villeurbannais gère désormais la régie Simon" précisait Charles Hernu, qui ajoutait : "Je suis devenu le receveur ! Les familles maghrébines viennent payer leur loyer à la mairie et je dois dire qu'il n'y a pas 1 % des familles qui ne paient pas leur loyer, un pourcentage en dessous des normes françaises. Nous avons supprimé une partie des charges, nous avons essayé d'humaniser la situation".<sup>10</sup>

Les conseillers municipaux multiplient les contacts quotidiens avec les habitants et un meeting réuni les familles le 23 octobre 1977, dans le local de l'Amicale algérienne, pour leur expliquer la situation.

(8) : Détruire des ensembles récents. L'opération destruction-relogement Olivier de Serres. Olivier Brachet, Anne Mayère. Etude Déc. 1983 publiée par Economie et Humanisme.

(9) : Pierre d'Espagne. Régie Simon Villeurbanne Fragment pour un diagnostic social sept 1976.

(10) : Compte rendu du Conseil municipal de Villeurbanne.



Charles Hernu rapporte : *“Je leur ai dit voilà ce que va faire la municipalité, nous ne délogerons pas, nous relogerons”*. Un certain nombre d'occupants se trouvaient en situation clandestine et le Député Maire promit d'intercéder auprès du Ministre de l'Intérieur pour que tous ceux qui quitteraient la cité voient leur situation régularisée.

Une commission composée des quatre offices, de la Sonacotra, de l'Association Educative Villeurbannaise et de neuf délégués maghrébins dont quatre femmes, élus par les locataires de la rue Olivier de Serres, vont examiner les cas des familles à reloger. *“Des choix difficiles, soulignait Charles Hernu, car j'avais 4 000 demandeurs de logements sur Villeurbanne, des demandeurs Français et chaque fois que je relogeais une famille algérienne, j'essuyais les reproches de dix autres demandeurs”*. Charles Hernu conclut à l'époque (Le Progrès, 28/10/78) : *“Nous avons donné l'impulsion, mais nous avons eu l'appui des pouvoirs publics, car il y avait une volonté commune de faire disparaître le ghetto”*. A partir de la vente et jusqu'à la démolition totale, il faudra reloger plus de 150 familles. Les travailleurs sociaux se souviennent : *“Dès 1977, quelques familles sont relogées rue du Docteur Frappaz dans des H.L.M qui viennent d'être construites. D'autres partent vers le Tonkin ou d'autres nouveaux ensembles”*.

## Ceux qui restent...

Les appartements libérés d'Olivier de Serres sont attribués aux familles logées sur le même palier, on abat des cloisons pour obtenir des appartements plus grands... On pratique aussi le “relogement à tiroirs”, c'est-à-dire que des familles trop petitement logées passent dans les appartements libérés, et plus grands dans les autres barres.

La municipalité manifeste le désir d'associer les habitants à la transformation du quartier par une information régulière de l'évolution de la situation.

Les locataires s'exprimaient notamment par la voix de leurs délégués choisis par eux sur proposition du maire. Furent-ils vraiment écoutés ?

Les travailleurs sociaux, consultés eux aussi n'ont pas été vraiment suivis. Il est vrai que les enjeux d'une municipalité sont très différents de ceux des travailleurs sociaux. Ils racontent : *“Nous nous sentions solidaires de la population et constituions une équipe assez soudée. Deux modifications avaient favorisé cette cohésion. D'abord pendant les années de mutations, le quartier fut doté d'une nouvelle structure : le Centre social de Cusset qui remplaça le Centre de Rencontres à vocation beaucoup moins dynamique et qui se rattacha à la Fédération des Centres sociaux ; beaucoup d'enfants et de femmes de la cité fréquentaient les activités avec les autres habitants du quartier, ce qui per-*

*mit un certain brassage de population et une sortie du ghetto”*.

Ensuite l'ASEV, l'Association Socio-Educative de Villeurbanne créée uniquement pour Olivier de Serres, avait été dissoute et le personnel (éducateurs et administratifs) intégré à celui de la SLEA (Société Lyonnaise pour l'Enfance et l'Adolescence), institution pluridisciplinaire plus vaste.

Lorsque commencèrent les travaux de démolition, puis de construction, les travailleurs sociaux en parlaient beaucoup avec les familles. Les réactions de ces dernières étaient ambivalentes. *“Il ne pouvait en être autrement !”* s'écrit un témoin de l'époque, qui explique : *“Nourrissant l'espoir de perdre leur étiquette “Olivier de Serres”, elles redoutaient d'avoir à quitter le “nid” dans lequel elles s'étaient protégées si longtemps d'un environnement hostile”*.

Un jeune du quartier, interrogé par un journaliste, le 5 août 1984, jour de la démolition, répond : *“Il devenait impossible de vivre ici, non à cause des logements, mais de la réputation d'Olivier de Serres”*.

Les adultes, comme les jeunes, voulaient se débarrasser de cet étiquetage “Olivier de Serres”.

## La démolition à travers la presse

L'ensemble “Olivier de Serres” est donc acheté le 28 octobre 1977 par les différentes sociétés HLM. Le permis de démolir est obtenu en mars 1978.

L'opération est engagée le 6 novembre 1978, à 11 heures du matin, avec la démolition de la première barre. Quarante-deux familles ont été relogées. La seconde barre tombe le 21 septembre 1979. Elle comprenait trente-deux logements et dix familles représentant quatrevingt personnes (six enfants en moyenne par famille) qui sont dispersées dans l'ensemble du tissu urbain de Villeurbanne. Suivront la troisième : le 30 mars 1980, la quatrième : le 10 février 1981, la cinquième : le 25 janvier 1982. La dernière barre est dynamitée le 4 août 1984.

Francis Espagnet, journaliste du Progrès écrit alors : *“Le rachat de la cité s'est élevé à 15 millions de francs auquel il faut rajouter le coût du projet Jacques Monod pour mesurer l'effort consenti pour résorber la cité ghetto”*.

Il ajoute : *“C'est un événement pour la cité de Villeurbanne qui supportait très mal “cet abcès honteux” pour reprendre l'expression de Charles Hernu, lequel rappelle par ailleurs que la disparition de ce ghetto constitue une opération de promotion pour la population maghrébine”*.

“Lyon Matin” titre le lendemain : *“Olivier de Serres c'est fini !”* avec en photo l'immeuble qui s'effondre dans un nuage de poussière. “Le Journal” fait le récit détaillé de cette explosion très spectaculaire de d'un immeuble de huit étages. Il explique que la société chargée du dynamitage l'a fait basculer par une douzai-

ne d'explosions qui ont sapé la façade ouest à sa base. La préparation a demandé dix jours. Sur les éléments porteurs de la façade choisie ont été forés quatre cent vingt trous de charges. Les artificiers ont employé un explosif composé essentiellement de nitroglycérine. La phase la plus délicate consistait, dit-on, dans l'installation du dispositif électrique des détonateurs. A 11 h 15, la police fait s'écarter les curieux. Quelques minutes après retentit la sirène, puis une déflagration et l'immeuble s'effondre rapidement dans un nuage de poussière.



## Un ghetto est rayé de la carte !

“Comment un quartier est-il devenu une poudrière ?” s’interroge le journaliste qui cherche des réponses dans le dossier de la revue “Economie et Humanisme” qui vient de paraître.<sup>11</sup> Désormais, il ne reste rien des six immeubles de cette rue, pas même le nom qu’on a voulu définitivement rayer de la carte en la rebaptisant Victor Basch, du nom du fondateur de la Ligue des Droits de l’Homme, assassiné en 1944, victime de la haine raciale. En parallèle de l’article sur la démolition, un autre est consacré à la future cité Jacques Monod. “Pour faire oublier Olivier de Serres”, titre-t-on. “Olivier de Serres est mort, Vive Jacques Monod !” s’écrit un autre journaliste. Exit le botaniste, place à un prix Nobel de médecine et de physiologie.

Le chantier de la nouvelle cité a déjà démarré. L’idée est de l’ouvrir sur le quartier, de l’intégrer à l’environnement urbain. Avec ces nouveaux logements, on souhaite faire oublier la “poudrière” Olivier de Serres. A l’extrémité de l’ensemble Jacques Monod sont construits des habitats dit spécifiques, c’est-à-dire une série de pavillons mitoyens réservés aux familles maghrébines devant rester dans le quartier. L’objectif est d’arriver à une réinsertion sociale par le biais de logements adaptés à la taille des cellules familiales, au mode de vie.

“Ces habitats spécifiques font l’objet d’un certain nombre de réserves de la part des riverains” note un journaliste.

Alors que naît la cité Jacques Monod plane encore, parce que très proche, l’ombre du passé. Le directeur du Centre social de Cusset de l’époque déclare : “Un carreau cassé prend ici des proportions exagérées.”

La cité n’existe plus, mais les journaux ne cessent pas pour autant d’en parler. Le 16 juillet 1985, la presse rappelle qu’il y a presque un an jour pour jour “Olivier de Serres rendait l’âme” !

Preuve peut-être que malgré toutes ces “tares”, ce quartier avait su s’en forger une...

C’est l’occasion pour les quotidiens de rappeler une nouvelle fois comme pour les exorciser définitivement tous les termes employés au fil des années pour évoquer Olivier de Serres : “une épine très grave au cœur de Villeurbanne”, “La fin d’un cauchemar”, “verruge urbaine”, “quartier maudit”, “Bronx villeurbanais”, “royaume de la délinquance”, “cancer urbain”, “jungle”... autant de qualificatifs qui, ajoute le rédacteur, reflètent une certaine réalité. Pour faire disparaître “l’affreux souvenir”, on mise sur la construction de l’ensemble Jacques Monod qui déjà prend forme.

“Adieu la poudrière honteuse”, écrit un journaliste. Il reste aux habitants à créer un esprit dans cette nouvelle cité, l’atmosphère d’une ville n’est-elle pas le fruit des gens qui y vivent ?”

Quant à Paul Rostagnat, l’architecte des bâtiments, révolté de les voir disparaître, il écrit en 1981 à Charles Hernu pour dire son désaccord. Aujourd’hui encore, il refuse la mise en cause de l’architecture dans l’échec d’Olivier de Serres. Il s’appuie sur le fait qu’un immeuble construit à la Mulatière, sur des plans identiques à ceux de cette cité, a donné toute satisfaction à ses habitants. D’où selon lui, la nécessité dans la conception d’un ensemble, d’une prise en compte de l’environnement et par la suite une gestion qui intègre les facteurs humains. Ce qui a cruellement fait défaut pour la cité.

(11) : Détruire des ensembles récents. L’opération destruction-relogement Olivier de Serres. Olivier Brachet, Anne Mayère. Etude Déc. 1983 publiée par Economie et Humanisme.

# Olivier de Serres

ou

## "la médina brumeuse"

### *La mémoire d'une cité disparue*

Récit dialogué en 7 scènes

**D**ans un lieu de parole indéterminé, les personnages revivent leur passé dans la cité disparue. Leurs souvenirs reviennent, matérialisés par de vagues objets, tels que : branches d'arbres en fleurs, moellons, lambeaux de ciel bleu, paquets de cigarettes, bicyclettes, mobylettes, poubelles renversées, cahiers d'écoliers abandonnés, bouts de ferrailles.

**L**es souvenirs des uns ricochent sur ceux des autres, en engendrent de nouveaux. Amorces de dialogues, monologues... Les personnages sont ici, aujourd'hui, mais en même temps dans le passé. Ils suivent le fil invisible de leur mémoire qui parfois croise celle des autres au hasard des mots prononcés. Ils sont à la fois présents et absents. Leur regard est au loin, à l'intérieur d'eux-mêmes, dans cet espace intérieur où sommeillent les souvenirs.

Personnages :

**Karim** – **Rachid** – **Driss** – **Claude** – **Mme B.** – **Mme N.**

Une éducatrice, **Sonia** – Une assistante sociale, **Irène** – Un éducateur, **Paul**

## Première scène

# L'enfance

**Karim** — J'avais dix ans lorsque je suis arrivé à Olivier de Serres... C'était en 1966. Nous venions du Boulevard des Etats-Unis.

**Rachid** — Moi, j'ai fait mes premières dents, rue Olivier de Serres, dans l'allée 32 !

**Driss** — Moi, je suis né en décembre 1959, en Algérie et en mars 1960, je débarquais à Olivier de Serres et j'ai grandi dans ce quartier. Mon père est venu en France en 1945/46 pour travailler, puis en 1954, il est retourné en Algérie où il a épousé ma mère, en 1958.

**Sonia** — Ce quartier, on l'appelait "la médina brumeuse". Il comptait 336 familles. Il regroupait une population d'étrangers dont beaucoup, notamment les femmes, se trouvaient en situation irrégulière. Le bailleur, la régie Simon, ne se montrait pas trop regardant et acceptait les gens moyennant finance. Construits à la hâte dans les années 60, ces immeubles avaient d'abord logé en urgence des rapatriés d'Algérie et des Harkis. Certains de ces premiers habitants ont quitté les lieux assez vite et ils ont été remplacés par des immigrés Algériens en majorité, mais aussi Marocains, Tunisiens, Turcs...

**Karim** — En effet, lorsque nous nous sommes installés rue Olivier de Serres, beaucoup de Pieds-Noirs y vivaient encore, mais il régnait une bonne entente dans le quartier. Ce n'étaient pas des colons, de gros propriétaires, mais des familles modestes, et de plus, ils parlaient l'arabe. Il n'existait aucun problème de communication, bien au contraire. Je me souviens par exemple que les familles juives demandaient aux familles arabes de venir leur éteindre la lumière le vendredi soir, car le jour du shabbat, elles n'avaient pas le droit de le faire.

**Driss** — Olivier de Serres, pour moi, quand je suis arrivé, en 1974 avec mes parents, c'était un quartier fantastique. Fantastique, car nous retrouvions avec des gens qui avaient les mêmes racines que nous. Nous étions partis d'Algérie en parlant arabe et à notre arrivée dans la cité, tout le monde parlait aussi arabe, la population était à 80 % d'origine maghrébine. C'était sécurisant. C'était formidable, aussi pour les mamans, car elles se retrouvaient comme au bled.

**Karim** — Peut-être, mais c'était une vie de ghetto ! Il y a eu dans ce quartier, un regroupement ethnique anormal. Il aurait fallu disperser ces familles, même si par certains côtés, c'était pour elles, plus facile de se retrouver ensemble.

**Sonia** — Dans ce quartier vivaient environ 1500 gosses et l'école communale a bientôt compté 90 % d'enfants maghrébins, pour beaucoup en échec scolaire. Les parents ne pouvaient assurer le soutien dont ils auraient eu besoin. Il s'ensuivit une fuite de ceux qui avaient un bon niveau, vers les écoles privées, y compris les enfants d'origine étrangère.

**Mme B.** — Oui, oui, j'ai payé pour mettre mes enfants dans une école privée, à "Bon Secours", pour les éloigner du quartier, c'est ce qui les a sauvés. Dans l'école du quartier, il n'y avait que des enfants maghrébins et ils avaient du mal à étudier. Le directeur m'appelait souvent pour se plaindre de mes garçons. Ensuite, ils ont fait une formation. Aujourd'hui, il y en a un qui est carreleur, il m'a d'ailleurs carrelé ma cuisine et ma salle de bains. C'est très beau ! Un autre est cariste... Un autre encore menuisier... Il me fait aussi beaucoup de choses dans la maison.

**Paul** — Les parents attachaient beaucoup d'importance à l'école. Ils étaient conscients que c'était déterminant pour l'avenir de leurs enfants. Mais certains d'entre eux ne se rendaient pas compte des capacités réelles de leurs gamins et annonçaient par exemple qu'ils voulaient en faire des ingénieurs. Ils étaient même prêts à payer des écoles privées, alors qu'ils rencontraient d'énormes difficultés matérielles. Mais, comme beaucoup de parents, ils voulaient voir leurs enfants réussir.

**Rachid** — Mes premiers souvenirs remontent à l'école maternelle Berthelot, je me souviens qu'on passait toujours à côté du petit jardin. L'école des garçons était séparée de celle des filles, la mixité n'existait pas.

**Karim** — Moi, je me souviens qu'il existait trois écoles pour le quartier : Berthelot, Progrès et Cusset.

Le directeur de l'école de Cusset, M. L. était près de la retraite. C'était l'image même de l'instituteur du début du siècle. Il portait une blouse grise et durant son cours, on entendait les mouches voler. Il ne faisait pas de différence entre les enfants. Il s'occupait de tout le monde, mais si nous ne nous comportions pas bien, il nous prenait par les oreilles et il nous décollait du sol... Ce n'était pas une punition corporelle, mais cela faisait quand même mal...

Les instituteurs aujourd'hui, s'ils donnent une claque à un gamin, sont tout de suite menacés des tribunaux. A l'époque, nos parents donnaient raison au professeur. Les insultes favorites de M. L. étaient : "espèce de crapule", "canaille", "chenapan". Et quand nous avions fait des bêtises, il nous gardait en retenue.



**Driss** — Ah ! notre fameuse école Berthelot ! Je n'y ai pas de bons souvenirs. Quand je suis arrivé, je ne parlais pas français. J'ai passé deux ans en classe d'adaptation, mais une éducatrice m'a beaucoup aidé. Elle me donnait des cours pour rattraper le cycle normal. Quand on est en CM1 et qu'on est grand par rapport aux autres, ce n'est pas agréable. Nos enseignants nous disaient : "Vous ne pourrez rien faire dans la vie, vous ne serez que des cantonniers !" Je crois aujourd'hui que je peux leur faire un joli pied de nez. Récemment, dans mon magasin, je me suis trouvé face à mon directeur de l'école primaire. Quand il m'a vu, il a cru que j'étais manutentionnaire. Lorsqu'il a su que j'étais patron, je pense que quelque part, cela a dû lui faire plaisir.

**Rachid** — Je me souviens surtout de M. R. au CM2. Ah ! c'était le meilleur, un super-prof. Je l'admirais énormément. Lorsqu'on se disputait entre copains, il était direct. Il nous disait : "Vous voulez vous rentrer dedans et bien c'est facile, je ne suis pas contre !" Alors, il mettait la classe en rond, il nous enlevait nos chaussures et on devait se "friter" et il faisait l'arbitre. C'était un ancien boxeur, lui aussi, il avait galéré et il savait d'où on sortait. M. G. en revanche, c'était la crapule ! Il m'a fait faire l'avion pendant des heures, debout devant lui. Si on baissait les bras, il vous éclatait les doigts avec sa règle. J'étais sot et de ce fait, j'étais aussi la tête de turc.

**Driss** — Reconnais que tu as fait des coups pendables à l'école !

**Rachid** — D'accord, j'étais un gamin perturbant. Je travaillais, mais la première connerie que je pouvais faire, je la faisais. Je me souviens d'une institutrice, une remplaçante. Elle, je lui ai fait le coup du bouchon de liège. Vous prenez un bouchon de vin, quatre ou cinq allumettes, vous les enfoncez bien dans le liège, vous mettez de la colle, vous placez sous le siège et vous enflammez. Vous attendez... Au bout d'un temps, les allumettes vont s'éteindre, mais le bouchon de liège va dégager une chaleur terrible. Lorsque l'institutrice s'est assise, elle a hurlé ! Une autre fois, j'ai mis des punaises sous ses fesses. Ce jour-là, elle a craqué. Elle avait des ongles longs, de beaux ongles de jeunes filles et elle m'a soulevé du sol par les lobes des oreilles, le sang est sorti et j'ai encore les cicatrices... Au bout d'une semaine, elle était à bout, elle a dit devant tout le monde : "J'abandonne, c'est à cause de lui !" et elle est partie. J'étais en CM2, j'avais dix ans, c'était une jolie jeune femme, j'étais peut-être jaloux de sa beauté...

J'ai un autre souvenir du CM2. M. G., l'instituteur, nous avait dit de construire un petit chalet avec des allumettes. Un copain français en avait réussi un, magnifiquement, le mien n'était pas mal, mais pas aussi bien que le sien. Ce qui était mieux chez lui, c'est qu'il avait mis les bouts rouges des allumettes en haut, mais ces bouts rouges, moi, ils m'attiraient... Un jour, j'ai craqué une allumette sur ces bouts rouges, je voulais voir comment la baraque, elle allait brûler. Elle a pris feu... J'étais "grave" ! J'avais agi par jalousie.

Mon livret scolaire n'était pas brillant, mais je n'étais pas le seul. Dans ma classe, en CM2, il y avait un garçon de dix-sept ans, on l'appelait "l'Ancêtre".

**Karim** — J'ai gardé aussi le souvenir d'une institutrice du CM2 qui nous avait proposé comme sujet de rédaction : "Racontez un réveillon de Noël". Je n'en avais jamais fait, mais j'étais prêt à inventer, car je culpabilisais un peu. Un camarade cependant a osé dire que chez lui, on ne faisait rien pour Noël. L'institutrice a demandé qui était dans le même cas. C'était la majorité des enfants ! Aucun Maghrébin ne célébrait Noël à l'époque. Notre premier sapin, je l'ai acheté pour mes frères, au marché où je travaillais. On le décorait avec les papillotes, mais pour mon père, cela n'avait aucun sens. Maintenant tout le monde le fait pour les enfants.

**Driss** — Et l'histoire du clochard qui avait empoisonné tous les gosses du quartier après les fêtes de Noël ?

**Rachid** — Quelle épopée ! Figurez-vous que dans le jardin, à côté de l'école Berthelot, il y avait un clochard, il était toujours là. A force de passer devant lui, on le connaissait, on lui donnait souvent des gâteaux, des galettes de chez nous et il nous aimait bien. Après Noël, dans la poubelle d'un boulanger de la rue Léon Blum, il avait trouvé un carton de bûches, elles étaient périmées, mais il ne le savait pas. Vers une heure et quart, il nous a attendus devant le jardin et il a commencé à donner des morceaux de bûches à tous les gamins qui rentraient à l'école. Moi, "morphal" comme j'étais, j'en ai bien mangé une entière !

**Driss** — En fait, tous les gamins sont venus en manger et la moitié du quartier s'est retrouvée avec un empoisonnement.

**Rachid** — Vers deux heures et quart, dans ma classe, on a commencé à entendre : "Ah, maman, j'ai mal ! Maman, je suis malade !" L'institutrice n'y comprenait rien. Elle voyait un, puis deux, trois, quatre, cinq gamins se tordre de douleur. Peu à peu dans l'après-midi, ce fut la panique chez les enseignants, lorsque presque tous les enfants ont commencé à avoir mal au ventre et à vomir les uns après les autres. Personne ne comprenait ce qui arrivait. On ne pouvait pas incriminer la cantine, il n'y en avait pas !



# L'éducation, mode d'emploi

**Driss** — On nous demandait : “Qu’est-ce que vous avez mangé ?” mais personne ne voulait avouer, cependant le mal de ventre finissait par nous trahir...

**Rachid** — Les pompiers ont été appelés et ils ont embarqué une centaine de gosses à Grange-Blanche, il a fallu leur faire un lavage d'estomac...

A l'hôpital, quelle ambiance ! Les parents affolés criaient, on leur parlait d'empoisonnement, ils croyaient qu'on allait mourir...

Dans les couloirs, les grands-mères, les mères, les pères, les soeurs, les frères, ça courait partout, c'était l'anarchie totale dans l'hôpital...

En fin d'après-midi, les policiers ont compris que le responsable, c'était le clochard, et ils sont venus l'arrêter. Les grands voulaient le lyncher. Il a fallu leur expliquer qu'il n'avait pas eu l'intention de nous faire du mal.

# L'éducation, mode d'emploi

**Paul** — Côté éducation, les parents avaient parfois des méthodes différentes de celles qu'on pratique habituellement en France. J'ai vu des scènes de réelle violence. Un père qui avait attaché son fils au radiateur, avec des fils électriques pour le frapper... Un autre qui conduisait son gosse à l'école mains liées dans le dos et sous la menace d'un couteau... Je me souviens aussi d'un enfant puni et enfermé dans sa chambre. Pour sortir il avait défoncé la porte avec une bouteille de butane...

**Rachid** — Moi, je n'ai jamais eu de raclée, sauf une fois et ce n'était pas moi qui avais fait le coup ! Je m'amusais dans le quartier avec un copain, il me dit de garder son vélo, il avait peur qu'on le lui vole. Je prends le vélo, le père passe, voit son propre vélo, croit que je l'ai volé. Je dis que ce n'est pas vrai, mais il ne veut rien savoir. Il va chercher mon père. Il ne travaillait pas l'après-midi, il était éboueur. Alors quand il est arrivé, sans discuter, il m'a pris par le bras, emmené à la maison et dans la salle de bains, il m'a défoncé avec sa ceinture. Trois ou quatre jours plus tard, j'avais encore des bleus sur tout le corps... Juste à ce moment, à l'école, je dois passer une visite médicale. Le médecin me demande ce qui m'est arrivé, je réponds que je suis tombé dans les escaliers. Lui, il est persuadé que c'est mon père qui m'a battu et il le convoque. A midi j'explique ce qui s'est passé. Alors mon père est allé dire au médecin que j'étais son fils et qu'il faisait ce qu'il voulait. Il n'y avait pas encore des lois comme aujourd'hui. Ce soir là, je n'ai pas dormi chez moi, j'ai dormi dans une cave, je suis sorti par la fenêtre.

**Irène** — Souvent les parents nous disaient : "Quand on veut bien éduquer nos enfants, on est convoqué chez le juge". Ils ne comprenaient plus. C'était pour eux une souffrance qui confinait parfois au désarroi. Les travailleurs sociaux s'efforçaient de travailler ensemble dans l'intérêt des familles. Ils tentaient de trouver des passerelles entre les deux cultures pour permettre de sauvegarder les valeurs du milieu d'origine, tout en intégrant celles du milieu d'adoption. Mais les situations n'étaient pas simples à résoudre. Ainsi, l'envoi des fillettes en colonie de vacances posait problème, une fille ne devant pas coucher ailleurs que dans sa famille. De même, on demandait à ces enfants d'assurer une grande partie des tâches ménagères, en vue de leur destinée de maîtresse de maison. Mais cette aide au ménage était difficilement conciliable avec la scolarité... Quant aux garçons, la préparation à leur rôle traditionnel de chef de famille leur donnait tout jeune, une autorité incompatible avec l'obéissance demandée à l'école, ceci aux enfants des deux sexes. Il fallait beaucoup de délicatesse dans les discussions sur ces sujets, car on détruisait chez les parents des schémas éducatifs qui, pour eux, étaient les meilleurs et ils ressentaient nos interventions comme autant d'obstacles à l'accomplissement de leur mission parentale.

**Paul** — Les premières sorties organisées pour les enfants n'ont pas eu de succès. Par exemple, nous avons prévu une journée à la campagne. Or, malgré l'information qui avait été faite, le jour du départ, il y avait seulement deux gosses présents, pour deux cars, et les parents nous observaient du haut de leur fenêtre. Ils ne voulaient pas les envoyer en promenade à l'extérieur. Il a fallu qu'un enfant non accompagné se noie à Miribel, aux "Eaux Bleues", pour que, du jour au lendemain, nos cars se remplissent...

**Mme B** — Je me suis toujours occupée de mes enfants. Je dormais au milieu d'eux. J'étais derrière sans cesse. S'ils me demandaient quelque chose, j'achetais, car je ne voulais pas qu'ils volent. Je disais : "Vole pas, je t'achète, touche pas, je t'achète !" Mais là-bas dans ce quartier, il s'est fait beaucoup de bêtises... On ne dort pas, on ne rentre pas le soir, on vit comme des sauvages... Je ne voulais pas que mes enfants traînent dans la rue. C'était très difficile de les élever seule, les éducateurs étaient derrière nous, mais les gamins ne les écoutaient pas toujours. Ils disaient "oui" et après ils faisaient le contraire ! Il y avait trop de tentations. Oui, j'ai vécu la misère à Olivier de Serres.

**Karim** — Les enfants, quoi qu'ils en disent, ont besoin d'être entourés, même s'ils vous envoient promener. Ils ont besoin d'une autre référence, qu'on leur dise : "Ce n'est pas bien" et avec le recul, je crois que ce qui est dit, leur passe quand même dans la tête. C'est pour cela que c'est important. Et le marché ! C'était aussi quelque chose d'important pour les jeunes. J'ai commencé à travailler au marché vers neuf ou dix ans. Quand j'ai demandé la première fois à un forain s'il pouvait m'employer, le patron, gentiment, m'a répondu : "Va manger de la soupe et tu reviendras !" Mais notre maître ne voulait pas que les enfants travaillent au marché. Il disait que cela perturbait notre scolarité.



**Driss** — Moi, M. G. me disait quand j'allais travailler au marché : "Tu ne seras jamais qu'un vendeur de carottes !"

**Karim** — Notre instituteur, M. L. arrivait sur le marché vers 7h05. Il passait pour nous chercher. Il s'occupait de nous comme de ses gosses.

Je me souviens que je travaillais chez un marchand d'olives. Avec mon copain, nous déchargions les bidons. Brusquement, un matin sur le coup des sept heures, nous l'avons aperçu. Je me suis caché dans le camion. Il est arrivé devant le banc du forain, il a vu mon copain.

Moi, il ne m'a pas découvert et l'autre ne m'a pas dénoncé. Mais M. L. l'a reconduit chez ses parents.

Pour avoir du boulot, il fallait être débrouillard. A treize ou quatorze ans, mes copains et moi, nous étions les rois du marché. Nous savions où il fallait décharger, nous connaissions toutes les astuces. Les forains, nous les appelions "les patrons".

Le patron vous faisait confiance. Il vous laissait la caisse pendant qu'il allait boire un coup. A cet âge-là, c'était très important.

Et puis, on récupérait aussi les cagettes que les forains jetaient. Un gars nous les rachetait cinq centimes à la fin du marché. On déchargeait et on vendait, cela permettait des relations avec les gens du marché. Notre patron, il s'appelait Dédé, il était gentil avec nous. Il nous considérait comme ses gosses. Il nous faisait monter dans son estafette et nous donnait des œufs durs. Il y avait aussi M. B. un champion de rugby. Il m'appelait fiston. Il disait : "Allez, fiston on y va". Cela aussi c'était important pour moi, la preuve, je m'en souviens encore.

Avec le recul, je pense qu'on était heureux, mais on ne le savait pas.

## Troisième scène

# Les 400 coups

**Rachid** — Nous étions surtout livrés à nous mêmes ! Dans la famille, les parents qui avaient la TV (tout le monde n'en avait pas, c'était un luxe) voulaient regarder ce qui leur plaisait. Alors, c'était : "Si t'es pas content, tu te casses dehors". C'est pourquoi, pour nous, c'était la rue, totale ! Comme si on nous disait : "Le Bon Dieu vous a fait, maintenant débrouillez-vous !"

Nous étions tous ensemble, solidaires, mais toujours dans la rue. Nous formions une petite équipe de dix ou quinze gamins, les plus diables du quartier. Il ne fallait pas nous laisser cinq minutes, nous faisons des conneries du matin au soir. Les mamans ne pouvaient pas nous surveiller vraiment, car elles ne sortaient pas, elles vivaient en France, mais suivant la coutume musulmane. Il fallait toujours qu'on fasse quelque chose. Par exemple, on montait au sommet du bâtiment et on balançait des pavés sur les voitures ou on grimpaient sur le grand mur avec les mains, on s'éclatait... Un jour il y en a un qui est tombé, mais ça ne nous a pas arrêtés.

Il y avait aussi une petite "montagne" que l'on descendait avec des vélos qui n'avaient pas de freins. Il fallait voir l'état de nos chaussures... Et quand il y avait de la neige, et il y en avait en ce temps-là, on montait sur la petite montagne et on faisait de la luge assis sur nos cartables... On s'amusait vraiment, c'était trop bien !

Il y avait un autre "exploit" qu'on renouvelait tous les printemps... A proximité du quartier, se trouvait une villa, avec un cerisier. Le propriétaire, matin, midi, soir, nous voyait passer devant chez lui et il savait que chaque année, la moitié de la récolte, elle sautait, elle était à nous. On connaissait la loi : "ce qui dépasse est à celui qui passe". En fait, tout ce qui existait dans le quartier était matière à sottises.

**Karim** — Raconte le coup du chariot !

**Nasser** — Dans la cité, il y avait une sorte de petit chariot avec un manche, il servait à ramasser les poubelles. Il était assez large et long, on pouvait poser au moins trois poubelles. Un jour, en rentrant de l'école, entre midi et une heure, j'ai l'idée de proposer aux collègues de faire un petit tour sur cet engin. Aussitôt dit, aussitôt fait, nous grimpons dessus. On était une douzaine au moins, tous serrés à ne plus pouvoir bouger. Comme la rue Olivier de Serres est un peu en pente, on commence à descendre, mais tout d'un coup, je vois un camion qui arrive en face de nous. Je veux tourner, mais il y a une voiture qui gêne, j'ai peur, je ne sais plus quoi faire et le manche n'obéit plus. Alors je prends le virage quand même, devant la voiture, mais le virage à peine tourné, c'est le trottoir... et le choc ! Alors, tout le monde a décollé ensemble, un de mes copains s'est cassé la clavicule, l'autre a eu la moitié de la figure arrachée, moi, j'ai eu le bras cassé. Les derniers, à l'arrière, ont pu sauter, mais devant, c'était une catastrophe. Un ou deux vieux ont vu l'accident, ils nous ont ramassés tous dans la voiture, direction Grange-Blanche. Les médecins m'ont passé une radio pour voir si je n'avais pas de traumatisme crânien. Ils m'ont dit : "Il n'y a rien, vous avez une tête solide !" et ils ne m'ont pas gardé à l'hôpital. Je suis rentré avec le bras plâtré. Mais mon copain est resté, il avait tout le visage "brûlé".

Pour expliquer l'affaire, j'ai dit : "On a pris le chariot et on s'est éclaté !"

**Driss** — Et le marchand de lait ? Tu te souviens ?

**Rachid** — Ah ! oui, le marchand de lait. Lui, on l'a ruiné, on lui volait ses bidons. On était «graves», je le dis honnêtement !

Il approvisionnait le quartier en lait et fromages de la campagne. Il avait une petite Lambretta pour transporter ses bidons.

Un jour, il a craqué. Il a attendu qu'on soit dans sa Lambretta, il nous a fait croire qu'il allait finir sa tournée et il nous a emmenés à fond la caisse vers le commissariat, il n'a pas arrêté à un seul feu rouge. On n'arrivait pas à sauter, on était dans la Lambretta, enfermés, et lui, il roulait à toute vitesse. Dès qu'il a pris le virage, dans la rue Pierre Corneille, on a sauté. Moi, j'ai atterri dans une voiture, ma tête a frappé la portière. Alors, j'ai couru à toute vitesse pour revenir dans le quartier. Manque de pot, mon père était là, il travaillait tôt le matin et pas l'après-midi. Il me voit. Etonné, il me demande : "D'où tu viens ?" Il était furieux, j'avais raté l'école et pour lui, comme pour tous les parents, l'école, c'était important.

**Karim** — Olivier de Serres, pour les jeunes, c'était vraiment formidable ! Je venais d'un quartier où il y avait peu d'enfants et là, il y en avait beaucoup.

Au début, c'était un peu dur, peut-être parce que nous n'avions pas la même éducation. Il a donc fallu que je fasse ma place. Mais au bout de quelques mois, j'ai fini par faire partie des jeunes du quartier.

Aujourd'hui, les jeunes ont de plus en plus besoin d'argent pour se déplacer. A treize ou quatorze ans, nous n'en avons pas besoin pour nous distraire. Nous prenions nos vélos et partions nous baigner aux "Eaux bleues". On les appelait ainsi parce qu'elles étaient vraiment bleues.

Au retour, on chapardait quelques fruits dans les jardins. Le matin, nous allions en fin de marché ramasser les tomates et l'après-midi, nous allions nous baigner dans la Rize. Elle coulait à proximité du quartier, elle était claire, et nous passions ainsi une après midi très belle, avec zéro centime.

A la fête foraine, avec seulement un jeton, on arrivait à passer l'après-midi sur les manèges. On montait dans la voiture, on disait au patron qu'elle ne démarrerait pas et il mettait un jeton !

Actuellement, les besoins ne sont pas les mêmes, les jeunes veulent faire du cheval, aller à la patinoire... et pour cela il faut de l'argent. Si les parents n'en ont pas, c'est compliqué. Nous, nous ne demandions pas d'argent. Les parents avaient le pouvoir de décision et les enfants ne réclamaient pas sans cesse.

Ceux d'entre nous qui avaient 20 centimes achetaient des cigarettes, des "P4" par paquets de quatre.

**Rachid** — Exact, on fumait des “P4”, les parisiennes, paquet bleu et blanc, on les achetait vingt centimes !

On se cotisait pour acheter quatre clopes. On donnait chacun vingt centimes. A cinq, ça nous faisait un franc et ensuite on cherchait sur le trottoir un paquet vide de gauloises sans filtres, on mettait nos cigarettes dedans et on frimait avec nos gauloises sans filtre à 2,50 francs le paquet.

J’ai commencé à fumer à l’âge de neuf ans. J’ai pris une gitane, j’ai avalé la fumée, j’ai cru que mes poumons allaient éclater ! Avec un copain, on ramassait les mégots, moi je faisais le trottoir de droite, lui celui de gauche, c’était à qui en aurait le plus.

On fumait aussi dans la cave.

Un jour, mon oncle qui habitait au troisième me surprend avec mon cousin en train de fumer. Il commençait le boulot à une heure de l’après-midi. Moi, j’avais déjà fumé, mais mon cousin avait encore la clope, il a eu le temps de la jeter, de l’écraser, mais pas de rejeter la fumée et il l’a gardée dans la bouche.

Son père arrive, sent l’odeur de la cigarette. Il me parle, je lui réponds, mais son fils ne veut pas ouvrir la bouche, jusqu’à ce qu’il n’en puisse plus et finisse par lâcher la fumée. Alors, le père prend le sac où il y avait sa gamelle (il travaillait la nuit) et il nous l’éclate sur la tête. Ah, je m’en souviens, on en avait plein les cheveux !

**Karim** — Et Simon, vous vous souvenez de Simon ?

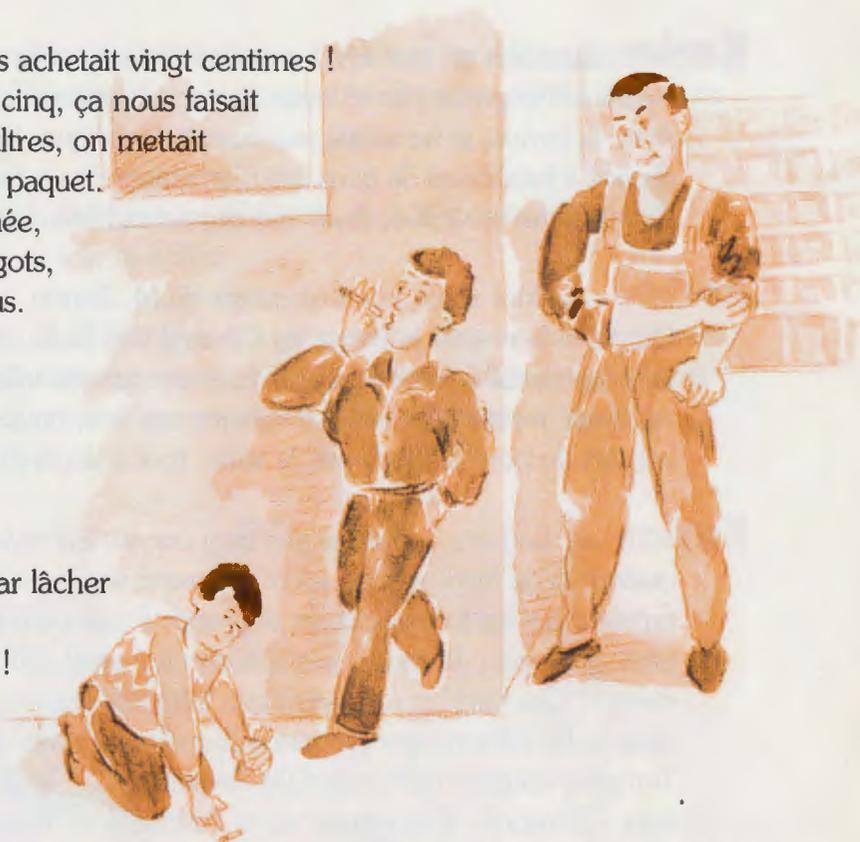
**Irène** — Attendez, il faut expliquer un peu qui était Simon !

Ce M. Simon avait construit les logements de la rue Olivier de Serres sur l’emplacement d’une usine de selles de vélo qui lui appartenait et dont il avait arrêté l’exploitation.

Leur construction avait été financée presque entièrement par les subventions de l’état, importantes à cette époque.

Cet îlot de bâtiments style Logéco était appelé communément la cité Simon quand on ne disait pas cité Olivier de Serres faisant abstraction de toutes les autres habitations de la rue.

On parlait en outre de “shab Simon”, littéralement “les amis de Simon” dans le sens du groupe de chez Simon. Ce dernier louait ses appartements cher, les charges étaient élevées et de moins en moins justifiées au fil des années car les parties communes n’étaient pas entretenues et Simon refusait de réparer arguant des dégradations constantes.



**Karim** — Alors en mai 68, les étudiants sont venus dans le quartier avec des haut-parleurs et de grandes banderoles sur lesquelles étaient inscrit : “Ne payez pas le loyer, Simon est une canaille”.

Avec le temps, je ne serais pas aussi catégorique. Simon avait des bâtiments à louer, il fallait bien qu’il les fasse tourner. Cela a rendu service à beaucoup de gens qui n’arrivaient pas à trouver de logements.

Simon père, en 1966, avait une grosse cadillac noire. Il habitait un château, rue Léon Blum.

**Rachid** — Moi aussi, je me souviens de M. Simon, le propriétaire des immeubles.

Quand je le revois, je pense au Général de Gaulle, même physionomie, même corpulence, même taille. Il habitait à 400 mètres du quartier, après le petit bon lait, dans une grande villa avec un grand jardin. Il avait une voiture américaine noire.

Au début il était bien aimé, il venait nous voir, on discutait, mais dès qu’il a augmenté les loyers, les rapports ont changé et lorsque après la mort du père, le fils a pris la suite, tout a dégénéré.

**Karim** — Le père, je ne l’ai pas trop connu. En revanche, j’ai bien connu son fils. Il possédait une DS 23 verte. Il me semble que c’était quelqu’un de bien, pas un escroc comme on l’a dit souvent. En effet, je l’ai vu de mes yeux parler avec les enfants du quartier qui tapaient sur les murs pour les dégrader. Il leur demandait : “Pourquoi tu fais ça ?”. S’il avait été vraiment un requin, il n’aurait même pas parlé avec eux. Je me souviens aussi qu’il avait répondu : “Monsieur, cela ne vous regarde pas” à un concierge un peu raciste qui lui disait : “Ces familles ne savent que faire des gosses, elles ne s’en occupent pas”. J’habitais à côté de la maison du concierge et j’ai vu dans le fils Simon, une personne humaine. J’avais quatorze ans et avec mes copains, nous le taquinions. Nous l’appelions Simon Templar, du nom du héros d’un feuilleton TV, “le Saint”. A chacune de ses visites, on se cachait derrière le mur et on criait à pleine voix : “Simon!”. Il se retournait et l’un de nous lançait tout fier : “Simon Templar !”...

A propos de 68, un jour, des étudiants sont arrivés dans le quartier avec plusieurs voitures et nous ont emmenés au campus de la Doua. Pour nous, c’était extraordinaire de monter dans une voiture. (Mon père n’a jamais passé le permis). Il y avait une vingtaine de gamins de dix ans. Ils ont pris de quoi faire un méchoui, emprunté les assiettes de la cafétéria et nous avons mangé avec eux sur le campus.

Je me souviendrai toute ma vie de ce méchoui ! Ensuite ils nous ont ramenés dans le quartier.

## Un quartier venu d'ailleurs

**Sonia** — Le quartier, du fait de sa composante, n'a pas aidé à l'intégration. Les familles vivaient de façon constante sous le regard des autres et toute ouverture, toute évolution était vécue comme une trahison. Mais à l'inverse, des hommes et des femmes déracinés ont pu vivre le quotidien entre eux et cela permit à certains de mieux supporter l'exil.

**Mme N.** — Je suis venue en France pour élever les enfants de ma soeur qui en avait dix. Lorsque j'habitais dans le quartier Olivier de Serres, je ne sortais pratiquement pas de la maison, ni du quartier, car je ne savais ni lire, ni écrire.

**Sonia** — Il est vrai qu'au début, les femmes vivaient entre elles. Du fait de leur culture et de leur absence de papiers, elles ne pouvaient rien faire seules. Il n'était même pas question pour elles d'aller se promener. Elles ne pouvaient accoucher qu'en clinique, elles n'avaient pas accès aux hôpitaux. En quittant la clandestinité, elles ont pu exister, s'éloigner du quartier. Nous avons organisé un camp en Ardèche, ce qui leur a permis d'avoir du temps pour elles et de revenir avec une autre vision d'elles-mêmes.

**Karim** — A un certain moment, des religieuses sont venues pour alphabétiser les mamans. Ma mère a appris à signer et elle en était très fière. Et aujourd'hui encore elle est contente de pouvoir signer, au lieu de faire une croix et elle y tient.

**Mme B** — J'ai eu dix enfants, sept garçons et trois filles. Et puis mon mari est mort d'un accident du travail et je suis restée seule pour les élever. Sans sa paie, je ne pouvais plus nourrir mes enfants. J'ai vu l'assistante sociale et elle m'a dit : "Vous êtes jeune, il faut chercher du travail !" Alors, j'ai fait des ménages dans différents endroits, en particulier à l'INSA. Je ne suis pas un homme, mais j'ai travaillé pour nourrir ma famille.



**Irène** — Les nombreuses consultations de nourrissons étaient un lieu privilégié pour rencontrer les familles, décoder les demandes et expliquer certaines choses aux médecins. Les mères maghrébines venaient assidûment. Il s'agissait surtout de primo-arrivants, souvent originaires du monde rural et parlant peu le français. Je faisais l'interprète, ce qui rendait service à tout le monde : aux médecins, aux mères et à moi-même qui, continuant à parler la langue arabe, ne l'ai pas oubliée ! Les femmes, au bout d'un certain temps, ont pris l'habitude de descendre s'asseoir sur la murette devant les bâtiments. Je les rencontrais là et si elles avaient un problème, elles venaient ensuite me voir dans mon bureau. Souvent, lorsque j'arrivais dans le quartier, les enfants se précipitaient à ma rencontre pour me dire : "Ma mère, elle te dit de monter" ou bien on m'appelait par la fenêtre.

**Karim** — En 66/68 il n'y avait pas un téléphone dans le quartier. Le seul était celui du gardien.

**Paul** — J'ai travaillé beaucoup en couple éducatif avec une assistante sociale.

Il fallait créer du lien aussi avec les pères de famille, des hommes dont certains avaient vécu aussi beaucoup de violence. Ils ne savaient ni lire, ni écrire, mais ils avaient été élevés dans le respect du père. Or, leurs enfants qui vivaient en France, avaient maintenant d'autres valeurs et cela entraînait de multiples conflits.

La violence naissait de l'insécurité (car beaucoup d'habitants se trouvaient en situation irrégulière), de l'influence des bandes de jeunes, certains se faisaient virer de chez eux et venaient déverser leur agressivité sur l'éducateur ou les travailleurs sociaux.

Et puis il y avait aussi la surcharge des appartements. C'est ainsi que des logements prévus pour sept ou huit personnes, en recevaient dix à quinze !

**Irène** — En réalité, les logements étaient assez petits. Les F5 faisaient 75 m<sup>2</sup> ! Il faut préciser aussi que le mode d'occupation du logement était différent de celui des familles françaises. Les parents avaient leur chambre, mais le reste de la famille dormait par terre, sur des matelas qui servaient de divans dans la journée. Il était impensable qu'il y ait une chambre pour chaque enfant et de plus, cela ne faisait pas partie d'une culture, où la nuit, on a tendance à se rassembler pour se rassurer.

Il s'agit là d'une autre façon de se répartir l'espace (Aujourd'hui les jeunes maghrébins ont davantage envie d'avoir un coin à eux).

Les familles étaient meublées comme en Algérie avec des sièges bas, une habitude qui surprit une puéricultrice venue visiter une maman. A cette dernière qui se plaignait du mal de dos, elle conseilla de s'asseoir sur une chaise !

**Paul** — On peut dire que les gens avaient reconstitué leur univers d'origine, non seulement dans leur intérieur, mais dans la cité. On avait l'impression de se retrouver en Afrique du Nord.

Il y avait des garages en bas des escaliers, vers le 50/52 et les gens avaient monté des échoppes dans ces garages. Les uns vendaient des pommes de terre, du lait, d'autres jouaient aux cartes, aux dominos, certains faisaient office de coiffeur. Je me souviens de scènes typiques, comme ces femmes qui descendaient leurs matelas, lavaient la laine, la faisaient sécher dehors et la cardaient de nouveau.

**Sonia** — Les femmes tiraient des fils entre les arbres pour étendre leur linge et elles apportaient le thé à l'ombre des arbres.

**Karim** — Il s'est constitué aussi, à cette époque là, une espèce de communauté. Par exemple, pour le Ramadan, si on faisait du bruit, il n'y avait pas de problème de voisinage. Lorsqu'il y avait un mariage, on se prêtait les appartements pour pouvoir recevoir toute la famille.

A la fin du Ramadan, qui était très respecté, on s'habillait en costume, on mettait des pétards... Il n'y avait pas besoin de faire un mot d'excuse à la maîtresse, elle était au courant. En pénétrant dans le quartier, on voyait tout de suite que c'était un jour de fête.

**Driss** — Les jours de fêtes dans le quartier, c'était grandiose, on pouvait être jusqu'à mille personnes, mais avec ces mille, on était frères. Je pouvais aller dans d'autres familles, mes parents ne s'inquiétaient pas, il existait une solidarité entre nous. Les jours de fêtes, les mariages, avec les pétards partout... Quel bon souvenir !

**Rachid** — Dans le quartier, nous avons nos fournisseurs. Le laitier, c'était le seul marchand étranger qui était accepté. Il y avait aussi des gens qui faisaient le marché et qui s'installaient aux pieds des immeubles en fin d'après-midi. C'était un lieu fermé. On n'achetait pas ailleurs, on vivait entre nous. Je me souviens du premier magasin de Mme S. le seul magasin arabe à l'angle de la rue du 4 Août. Elle faisait crédit à tout le monde. A côté, il y avait la boulangère. Quand les parents ne parlaient pas français, ils lui montraient un bras ou un demi-bras, elle savait ce que cela voulait dire, elle s'était adaptée à nous. Pour avoir des oeufs, ils faisaient le coq ! Ils se débrouillaient.



**Paul** — Je me souviens de Mme R. qui m'appelait de son 3<sup>ème</sup> étage et qui me disait de venir prendre le café au lieu de rester au froid, avec les jeunes. Au fil de la discussion, elle sortait ses papiers et profitait de ma présence pour me demander conseil. D'autres parents m'invitaient pour manger le couscous, puis me parlaient de leur gamin, tout en s'amusant franchement en m'entendant parler arabe.

Je me souviens aussi d'un père de famille dont la fille avait fugué. Il m'a demandé de l'aider à la retrouver. C'était un violent. Elle s'était enfuie parce qu'elle en avait assez de recevoir des coups. Mais elle se trouvait ainsi en danger de prostitution.

Nous sommes partis tous les deux, à pieds, dans le froid, nous avons cherché ensemble. Lorsque nous sommes rentrés, cet homme m'a fait asseoir et m'a fait partager son bain de pied... Un geste d'amitié significatif dans sa culture.

**Karim** — Moi, je me souviens surtout de la vie du quartier au début. Je revois M. Z. un rapatrié d'Algérie, juif, qui tenait avec sa femme une petite épicerie, rue Olivier de Serres. Il parlait arabe et connaissait toute la cité. Ses enfants étaient jeunes et j'allais à l'école avec ses fils. Dans sa boutique, on trouvait de tout et lui aussi, il faisait crédit aux mamans qui attendaient de recevoir les allocations pour payer leurs dettes à la fin du mois. Une confiance s'était établie entre la famille Z. et les familles étrangères. D'ailleurs, maman nous envoyait souvent chez lui, moi ou mes soeurs. Elle nous disait : "Tu prends telle chose et tu fais marquer".

**Mme B** — Avec une famille nombreuse, l'argent manquait souvent. Nous vivions à crédit et à la fin du mois, je devais parfois près de 4.000 francs (anciens francs !) à l'épicier. C'était la même chose dans les autres familles, pour payer, on attendait l'argent des allocations. L'épicier était gentil avec les enfants et il leur donnait des bricoles. Ses fils ont été élevés avec les nôtres et ils ne nous ont pas oubliés. Ils ont une boutique de vêtements à la Part-Dieu et la dernière fois que je suis passée, ils m'ont donné une robe.

**Karim** — Je me souviens aussi de M. A. il était juif et il habitait au 32, la première barre. Les gamins pour la fête de l'Aïd s'amusaient à mettre des pétards dans sa boîte aux lettres. Philosophe, il avait pris l'habitude, quand arrivait la veille de la fête, de démonter sa boîte et de la remonter le surlendemain.

Entre sémites, on se comprenait très bien. Je pense que lorsqu'on veut séparer les gens, on insiste sur leurs différences et lorsqu'on veut les rassembler, on parle de leurs ressemblances.

Ensuite les Pieds-noirs ont trouvé de meilleurs logements et ils sont partis. Ils ont été remplacés par des familles étrangères.

Une majorité de Maghrébins venait des bidonvilles du Boulevard de ceinture, devenu Laurent Bonnevey et de la rue du 4 Août. Les gens vivaient sous des toits de zinc... et les couples qui arrivaient avec plusieurs enfants de ces logements insalubres, trouvaient formidables ces appartements avec le chauffage, la douche...

**Mme B** — Avant d'arriver dans le quartier Simon nous vivions à Gerland, dans un bidonville. C'était terrible, nous étions tous mélangés. C'était la période de la guerre d'Algérie et il y avait souvent des descentes de police. Ils arrivaient et ils demandaient : "Il n'y a pas de fellaghas ici ?"

Nous avons fini par acheter une caravane et nous sommes allés vivre à Saint-Priest. Mon mari travaillait à la mairie, il avait un emploi, mais c'était difficile de trouver un appartement à l'époque.

Nous sommes ensuite venus rue Roger Salengro, il n'y avait qu'une chambre et une cuisine et on dormait "serrés comme des sardines..." Une assistante sociale, nous a alors proposé de venir habiter dans le quartier Simon. Moi, je ne voulais pas y aller, je me disais : "Même si c'est petit ici, c'est tranquille". Mais finalement, nous avons été obligés de déménager.

**Karim** — Dans les années 75/78, sur plus de 300 familles, il n'y avait qu'une famille française. Mme D. vivait au premier étage, tout le monde la connaissait, elle ne voulait pas déménager, par principe.

Il y avait également une famille portugaise, les enfants jouaient avec nous. Les gens qui sont restés, ce sont ceux qui communiquaient, mais il y en avait beaucoup en transit.

**Irène** — Au début les difficultés rencontrées n'étaient pas liées à la délinquance. Elles concernaient surtout la qualité du logement.

La finition des immeubles était très sommaire : abords non cimentés, murs gris, l'ensemble évoquait des sortes de cages à poules, mais dans un poulailler très sale !

**Paul** — Aucun ascenseur ne fonctionnait, il n'y avait pas de lumière, les poubelles étaient répandues dans les escaliers. Les murs étaient crasseux, le sol aussi, même si on lavait à grande eau. Les gosses pieds nus enjambaient les rats. J'ai voulu un jour prendre l'ascenseur, il n'était pas là, et je suis tombé dans le trou. Heureusement, j'étais au rez-de-chaussée, mais c'était assez impressionnant !

**Karim** — Le quartier s'est dégradé peu à peu. Il a fallu goudronner les pelouses.

Et il y a eu des drames. Dans les cages d'escaliers, il y avait des fenêtres à petits carreaux, ils étaient souvent cassés et personne ne venait réparer. Des enfants, deux frères, sont passés au travers et sont morts. Je me souviens aussi qu'un père de famille est tombé du 7<sup>ème</sup> étage car l'ascenseur était en panne et il n'y avait pas de lumière sur le palier.

Aujourd'hui le régisseur passerait devant le tribunal. Mais les gens à l'époque n'étaient pas conscients de leurs droits.

C'était une autre mentalité, il faut dire aussi que huit ans après la fin de la guerre d'Algérie, des craintes subsistaient encore chez les hommes par rapport à la justice et pour eux l'essentiel c'était d'avoir du travail et de nourrir les enfants.

**Rachid** — Un enfant est tombé du 3<sup>ème</sup> étage. Un homme l'a reçu dans ses bras, il est tombé sur les genoux avec le gosse sur les bras. Il a eu deux côtes cassées et les deux clavicules, mais il l'a sauvé.

Dans une allée, mon père a trouvé un enfant dans une poubelle. Il passait le matin, il a entendu des hurlements, il s'est penché et il a vu un nouveau-né. Il était vivant... Un jour, j'avais treize ans, je faisais la course avec un copain en mobylette. Nous étions face aux garages. A un moment, mon copain s'est planté et il est rentré carrément dans une porte de garage. Je ne sais pas si c'est leur reflet qui l'a aveuglé ou s'il a voulu éviter quelque chose. Quand je me suis arrêté devant lui, il avait le frein rentré dans la tête et j'ai tiré ! Je croyais qu'il était encore vivant. J'ai commencé à hurler, j'étais fou, j'avais peur, il a fallu me faire des piqûres, je me demandais comment j'allais expliquer à sa famille ce qui s'était passé. Ils ont d'abord cru que j'étais sur la mobylette avec lui. Je tremblais, j'avais peur que les frères de mon copains me tuent. Mais c'était en plein été et les gens étaient dehors, ils avaient vu que je n'étais pour rien dans la mort de mon copain, que nous étions seulement en train de faire la course.

**Driss** — Et quand tout le quartier a été bouclé pour une perquisition générale ! Voilà un autre mauvais souvenir !

**Mme B** — Quelle peur j'ai eue ! Les policiers sont venus dans l'appartement, ils ont fouillé partout, ils ont déchiré les photos. Moi, je gardais l'argent de la maison caché sur ma poitrine. Mon mari leur a dit qu'il n'avait rien fait et qu'il travaillait en France pour élever ses enfants.

**Rachid** — Moi, je me souviens fort bien d'un événement (c'était peut-être le même) qui m'a choqué et m'a fait vraiment mal. J'avais dix ans. Ma grand-mère était venue me chercher à l'école vers quatre heures et demie et sur le chemin du retour, elle bavardait avec les grands-mères de mes copains. Nous, les enfants, nous marchions devant en nous amusant. Arrivé au cœur du quartier, je me retourne et je ne vois plus ma grand-mère, ni celles de mes copains. Et soudain, je l'aperçois, avec d'autres adultes, tous sont embarqués par les flics venus en masse pour emmener tout le quartier. On venait d'inventer les cartes de résidence et il fallait les inscrire à la Préfecture.



Ce jour-là, je ne sais pas si c'est Dieu qui a voulu que les choses ne dégénèrent pas, mais on a été à deux doigts du massacre... A partir de là, les gens ont commencé à se méfier. Les policiers ne rentraient plus dans le quartier. Du mur de Grand-Clément à Cusset, c'était interdit, les parpaings, les bouteilles de gaz volaient, c'était grave...

**Mme B** — La vie dans le quartier est devenue très difficile. On ne dormait pas. La police venait souvent et tapait sur les volets avec des cailloux. Moi, une fois je leur ai lancé des oignons de ma fenêtre. Les policiers m'ont vue et lorsque je suis allée à la Préfecture pour chercher des papiers, ils m'ont reconnue et ils m'ont dit : "C'est vous qui nous avez envoyé des oignons ?" Les gosses aussi lançaient des patates et des oignons sur les CRS et eux lançaient des cailloux... Je me souviens aussi d'un jour où un des jeunes s'était installé face aux CRS avec une table de camping et son repas. Moi, je suis descendue et je lui ai apporté une bouteille de limonade ! Mais les policiers n'étaient pas contents et ils ont demandé au jeune de se retirer jusqu'à la limite des immeubles. Une éducatrice est intervenue et le jeune a accepté de reculer... Les policiers n'étaient pas contents aussi car les jeunes volaient leurs voitures et faisaient des rodéos... Qu'est-ce qu'elle a souffert la France avec nous !

**Rachid** — Avec la distance, le tragique devient amusant, mais on peut dire qu'il y a eu aussi des moments durs pour les adultes. Lorsque j'avais une douzaine d'années, il a été question de construire un bâtiment pour les travailleurs étrangers. Mais avant de le construire, des ouvriers tunisiens ont été installés à plusieurs dans les appartements des allées 16 et 20. Bientôt le bruit a couru que pendant l'absence des maris et des enfants, ils draguaient les femmes. Alors les hommes d'Olivier de Serres, ceux de trente/quarante ans ont décidé de les chasser. Il y a eu une bagarre générale et ils ont envoyé une bonne trentaine de tunisiens à l'hôpital. Il a fallu pour calmer le jeu, l'intervention de l'Amicale des Algériens. En fait, la situation s'aggravait d'année en année. Bientôt, entre voisins, on commençait à se voler et il a fallu se battre pour avoir des fenêtres de sécurité. Le clan qui datait des années 60 a commencé à s'éparpiller, les gens n'avaient plus la même mentalité, c'était chacun pour soi et Dieu pour tous. Les conflits entre adultes se réglaient dans les caves pour ne pas divulguer l'affaire. La société, ces gens n'en voulaient pas. Ils réglaient eux-mêmes leurs comptes, il ne fallait pas aller chercher justice ailleurs, elle se faisait dans le milieu, c'était un milieu réservé. Les bâtiments après, tout le monde les squattait.

Je balançais des pots de fleurs par les fenêtres, j'avais seize ans...

Avant que le quartier soit démoli et qu'il n'y ait plus personne, d'autres gens ont été installés là, on ne les connaissait pas et au lieu d'arranger le quartier, ils l'ont abîmé encore plus qu'avant et il s'est passé alors des événements graves.

Un jour, une bouteille de gaz a explosé. Un homme bricolait dans une cave et il a fait tout exploser. Les pompiers n'ont pas voulu venir. Ne pouvaient entrer dans le quartier que deux médecins, un de Cusset, l'autre de Grand-Clément. Ils avaient des carrures athlétiques... et puis ils ne travaillaient pas pour l'argent... Ils venaient pour un malade, ils passaient cinq visites !

Peu de gens extérieurs étaient acceptés dans le quartier. Un ou deux, pas plus.

**Paul** — Je me souviens également d'une famille où l'homme avait tout cassé dans la maison car il avait bu. Une éducatrice s'occupait de la femme, moi de l'homme. Il était dans un état terrible, se déchirait le visage avec les ongles, la femme se lamentait, était malheureuse. Les voisines essayaient de les réconcilier.

Et puis, au bout d'un moment, sans qu'on s'en rende compte tout de suite, l'ambiance changeait, on s'apercevait qu'une tasse de café se préparait : on entendait le bruit du moulin... Puis la tension baissait peu à peu, les anciens venaient et le calme se rétablissait. J'ai travaillé une douzaine d'années dans le quartier. J'ai été invité aux mariages, aux circoncisions, etc. parce que je faisais partie de la vie de ces familles. J'ai bu parfois tellement de café que j'avais la paupière qui sautait.

**Mme B** — J'avais une voisine qui faisait construire un bain Maure en Algérie et qui cherchait à économiser son argent. Elle venait toujours m'emprunter de l'huile, de la farine... Un jour, elle est arrivée et mon mari était là. Il est devenu furieux lorsqu'il a compris que cette femme vivait à mes crochets et il l'a jetée dehors. Il était aussi furieux contre moi...

Il y avait beaucoup de disputes et de bagarres. Il y a même eu des batailles au couteau entre femmes.

Ah ! Il s'en est passé dans ce quartier ! On a eu beaucoup de misère !

Je n'ai pas oublié ce que j'ai souffert là-bas. Nous étions tous très malheureux...

## Cinquième scène

# Le temps des copains... ... et de la violence

**Karim** — Olivier de Serres, c'était vraiment le temps des copains. Mon meilleur souvenir de cette époque, ce sont les copains, les soirs d'été, l'insouciance, les discussions sans fin une partie de la nuit, l'impression qu'on peut tout faire, qu'on a toute la vie devant soi, qu'on est presque immortel. Le samedi soir, quand on a dix-huit ans, c'est très important. On s'habillait (on portait des pantalons pattes d'éléphant), puis on prenait la voiture et on allait en "boîte". Les jeunes s'amusaient et même s'ils dépensaient tout leur argent, ils avaient un salaire à la fin du mois. A l'époque, l'apprenti, l'O.S pouvaient sortir.

Dans le quartier, il y avait des bars où l'on se retrouvait. Après leur fermeture, on continuait à discuter dans les allées. C'était l'époque des mobylettes, des voitures. Je n'ai pas vraiment de mauvais souvenirs, peut-être que je les ai chassés... J'ai connu l'époque où les jeunes avaient du mal à entrer dans les "boîtes". Mais quand les communistes donnaient leur bal annuel, ils acceptaient tout le monde. Nous allions au grand bal communiste des Minguettes. Les parents qui travaillaient, avaient des contacts avec eux. Ils ne faisaient pas de différence entre Français de souche et Maghrébins et quoi qu'il se passe dans la soirée, ils n'appelaient jamais la police.

Chez eux, on se sentait comme tout le monde. Cela s'est perdu, c'est dommage car c'était important, les gens se sentaient tous pareils. Nous faisons du sport et nos entraîneurs étaient communistes. Nous les respections. J'ai de cette époque des souvenirs magnifiques car il y avait parmi eux des gens formidables.

**Driss** — Et la délinquance, elle existait bel et bien !

**Karim** — Dans le quartier, il y a eu, c'est vrai, une petite délinquance, elle était due aussi en partie aux effets de groupe. Les jeunes étaient influençables. Il y a eu des chapardages, des vitres cassées, des plaintes. C'était un lieu où il y avait du bruit certes, mais beaucoup de vie, de communication. La mairie recevait des plaintes des voisins. A ce propos, je voudrais dire que Charles Hernu était un homme courageux, il venait le soir, dans le quartier pour voir ce qui se passait. Il vous recevait si vous demandiez une audience. Plus tard, oui, des gens ont été incarcérés, il y a eu des morts et là, ce sont de mauvais souvenirs.

**Paul** — Moi, j'ai commencé à travailler dans le quartier Olivier de Serres, en 1971 en tant qu'éducateur de prévention. Après une carrière de cadre commercial, j'étais en recherche de travail et j'ai entrepris une formation d'éducateur spécialisé en cours d'emploi. J'avais trente-sept ans.

Il faut dire que ce qui m'a sans doute valu d'être engagé, c'est mon expérience auprès de jeunes dans des quartiers parisiens eux aussi assez difficiles. Les premiers contacts avec les adolescents n'ont pas été évidents.

Si je connaissais bien les milieux populaires de Ménilmontant, une sorte de ghetto de sous-prolétaires Français, en revanche, j'ignorais tout du milieu maghrébin et je n'avais pas d'expérience professionnelle avec des étrangers.

J'ai commencé par rencontrer les jeunes dans la rue, aux pieds des barres d'immeubles, dans les cafés, les caves. Cependant il m'a fallu près d'un an avant de pouvoir m'approcher d'eux. J'étais présent, on m'acceptait, je discutais, mais je me faisais chahuter, blackbouler. Un jeune avait l'habitude de m'accueillir avec de grands coups de pieds dans le bas ventre, un autre encore m'avait fait entrer dans une cave et voulait me crever les yeux avec une paire de ciseaux.

D'autres voulaient découper mon blouson...

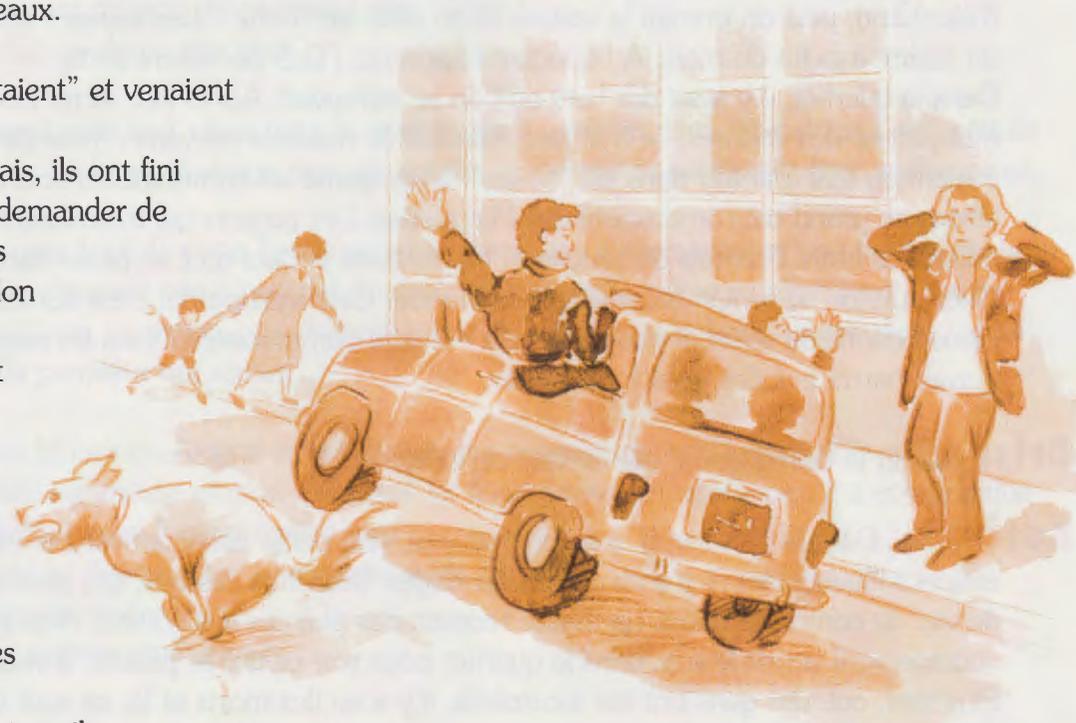
Par ailleurs, ils avaient repéré ma 4 L, ils me "l'empruntaient" et venaient me narguer en faisant des rodéos sous mon nez.

A partir de la deuxième année, du fait que je m'accrochais, ils ont fini par venir me trouver, non pas pour eux, mais pour me demander de m'occuper de leurs petits frères. Ils voulaient éviter qu'ils commencent à faire des bêtises. C'est ainsi qu'une relation a pu s'installer. Un jour, ils sont venus m'interpeller à propos d'un jeune en rupture avec sa famille. Il couchait depuis trois mois dans la cave de l'immeuble de ses parents. Ses copains m'ont demandé de lui venir en aide. Je me suis rendu dans cette cave. Il n'y avait pas de lumière, cela sentait l'urine et j'ai découvert ce garçon qui vivait là sur de gros tuyaux. Il avait mis des cartons pour se protéger du froid et retiré des moellons pour pouvoir allonger ses pieds. J'ai pris contact avec les parents et j'ai réussi à renouer des liens entre eux.

Ensuite, j'ai accompagné ce jeune dans sa recherche de travail.

J'avais pour principe de ne pas conduire les "ados" en voiture pour qu'ils vivent dans leur réalité. C'est ainsi que nous partions à pieds, et ce jeune me suivait, tenant sa mobylette à la main. Le fait d'avoir pu dénouer sa situation m'a permis d'être reconnu par les autres jeunes. Farid, que j'avais pu aider, est devenu par la suite petit artisan et père de famille. C'était un bagarreur terrible, mais il avait un sourire extraordinaire.

Même si les jeunes sont difficiles, on finit par les aimer...



**Karim** — Arrivé à quarante ans, on comprend mieux le travail des éducateurs.

On se dit qu'il fallait avoir des tripes pour venir travailler là-bas. Ils auraient pu trouver des postes plus faciles. C'étaient de vrais éducateurs, ils étaient sur le terrain, ils connaissaient les problèmes des familles, les parents. Ils étaient quand même respectés.

**Paul** — A force de rencontrer les familles au quotidien, j'avais grande envie de connaître davantage la culture maghrébine.

Dans le cadre de ma formation, j'ai eu la possibilité de faire un voyage d'étude et j'ai décidé de partir en Algérie. Je l'ai fait dans les mêmes conditions qu'un travailleur immigré, en troisième classe, pour mieux ressentir ce que ces gens vivaient.

En Algérie, je me suis rendu chez un jeune qui s'était fait expulser de France pour proxénétisme (celui qui me donnait des coups de pieds dans le bas ventre).

Dans son village, il était forgeron, et lorsqu'il m'a vu devant sa forge, il est resté le marteau en l'air, en répétant : "T'es v'nu me voir, t'es v'nu me voir !"

Ce voyage en Algérie m'a permis de m'introduire plus facilement dans les familles du quartier.

Là-bas, j'avais été reçu dans un petit village où il y avait deux familles d'Olivier de Serres et j'avais rencontré certains de leurs cousins, ce qui fait que tout le monde a su que je m'étais rendu en Algérie.

J'ai voulu aussi apprendre l'arabe.

Je ne parlais sans doute pas très bien, mais c'était un plus pour moi, car c'était pour ces gens le langage du cœur et de ce fait, j'ai été bien accueilli dans les familles.

**Karim** — Les éducateurs ont été une référence pour les adolescents qui avaient des problèmes ou qui ne pouvaient pas communiquer.

Par exemple, avec l'éducatrice, les filles pouvaient parler facilement. Heureusement qu'ils étaient là, les jeunes avaient l'impression qu'on s'occupait d'eux.

A l'époque de 68, de nouveaux éducateurs sont venus dans le quartier. J'en garde un excellent souvenir. Il s'agissait d'un couple assez marginal. Ils avaient une vieille Ariane et un bébé de 10 mois. Ils nous ont emmenés en camp. Ils nous laissaient nous occuper de leur enfant, ils nous faisaient confiance et nous lui avons appris à marcher en huit jours.

**Paul** — Lorsque je suis arrivé à Olivier de Serres, en 1971/72, c'était la fin des trente glorieuses et il y avait encore du travail.

Certains jeunes qui, à quatorze ans en avaient assez de l'école, prenaient la carte de travail de leur grand-frère pour avoir un boulot.

J'ai revu plus tard certains d'entre eux, ils avaient quarante ans, et ils avaient toujours trouvé du travail.

**Karim** — Oui, lorsque nous vivions à Olivier de Serres, tout le monde pouvait trouver du travail et cela aidait beaucoup les jeunes. Aujourd'hui avec ou sans qualification, il est difficile de trouver un emploi. Les parents non plus, à l'époque, n'avaient pas le problème du travail. Ils avaient seulement le souci de faire manger les enfants, de les blanchir et de les envoyer à l'école. C'était pour eux l'essentiel, mais les choses ont changé.

C'est aussi pour cela que les gens gardent un bon souvenir de leur vie dans ce quartier, car c'est lié à l'époque du travail pour tout le monde. Je me souviens de deux copains qui se connaissaient bien et dont l'un avait débauché l'autre pour qu'il vienne travailler avec lui afin qu'ils fassent les trajets ensemble. Une telle attitude est impensable maintenant.

De même, quand j'avais dix-huit ans, j'ai accompagné un jour un copain dans une boîte d'intérim. Le patron m'a supplié de venir travailler chez lui.

**Paul** — Mais les jeunes avec une telle volonté de travailler, n'étaient pas la majorité.

Il faut dire aussi que lorsque l'un d'entre eux trouvait du travail, à son retour, il était en butte à la moquerie des autres. Pourtant, le surlendemain, ceux qui s'étaient moqués de lui, venaient faire les mêmes démarches...

**Irène** — Il s'est passé des choses graves chez les jeunes !

**Paul** — Oui, j'étais souvent témoin de ce que faisaient les jeunes, de choses qui n'étaient pas licites. Il me fallait leur signifier que je n'étais pas d'accord et garder suffisamment leur confiance pour qu'ils n'agissent pas uniquement en catimini. Mais je n'avais pas le pouvoir de les empêcher de se droguer.

Au début, certains se droguaient à la sécotine et l'un d'eux, avec les émanations des bus. Lorsque je montais chez leurs parents, je les trouvais dans les escaliers, ils avaient encore l'esprit clair à ce moment, mais quand je repassais un peu plus tard, les pauvres étaient complètement anéantis. C'était difficile à vivre, difficile de sentir notre impuissance.

Ce qui semble avoir le mieux marché, c'est lorsqu'on a fait appel aux plus grands pour aider les plus jeunes. Il s'agissait aussi de faire confiance aux gens. Certains se sont ancrés dans la grande délinquance, d'autres cependant, ont pu être récupérés. Mais il y avait de sacrés caïds dans le quartier !

Je me souviens que lorsque nous arrivions au centre Pierre Valdo, un centre aéré, tous s'élançaient en courant dans le parc et l'un d'eux donnait des coups de hachette sur les arbres. Il se conduisait comme cela parce qu'il était très mal.

S'il y avait des durs, il y avait aussi des gentils et des poltrons, ils disaient être d'Olivier de Serres pour se réassurer, se donner de la force vis à vis des autres.

Tous les jeunes de la cité n'ont pas mal tourné, certains sont devenus avocats, artisans, éducateurs, il y a même un champion de France de boxe.

Mais d'autres ont été tués, défigurés à coups de couteau ou ont été arrêtés à cause de la drogue.

Nous ne sommes pas tous pareils, nous avons des potentiels différents.

Certains ont eu la chance de rencontrer des adultes éducateurs et ont su la saisir.

**Rachid** — Avec les travailleurs sociaux, on a fait des sorties de ski, des colonies de vacances. Ils aidaient les parents, il y avait un bon côté quand même... Mon père m'avait inscrit au judo, mais avec mes copains, on faisait du "judo arabe", c'est-à-dire qu'on n'y allait pas !

Notre seule distraction c'était le foot !

Les grands leur en ont fait voir aux éducateurs, nous, nous étions encore à l'école. Un jour, les grands nous ont appelés et nous ont dit : "Demain, on va faire un méchoui, on va acheter un mouton".

Le soir, ils ont cassé une vitre du local des éducateurs, défoncé leur caisse et le lendemain, ils sont allés à la campagne, ils ont rapporté deux moutons, des oeufs, du pain, tout ce qu'il fallait et on a mangé sur le compte des éducateurs...



**Driss** — Je me souviens de ces gens qui s'occupaient de nous. Ils nous ont marqués. Dès que nous avons un problème, nous allions les trouver. Quand on parlait en camp avec les éducateurs, c'est aussi un bon souvenir. On avait nos centres aérés, nos éducateurs attirés. Et si on avait besoin d'une piqûre, on allait voir la soeur infirmière. Elle avait une mobylette. Qu'est-ce qu'on a pu lui faire comme misère avec sa mobylette !

On m'a aidé aussi à passer mon B.A.F.A. Un jour, je traînais contre un mur dans la cité avec mon copain Abdel, l'éducateur nous a dit : "Pourquoi ne deviendriez-vous pas animateurs ?" Nous avons été un peu surpris, mais finalement l'idée nous a intéressés. Il nous a aidés à monter notre projet.

Nous voulions organiser un camp avec du sport. Il a fallu élaborer un budget, prévoir les repas, toutes choses que nous n'avions jamais faites. Il fallait un directeur, l'éducateur a assumé ce rôle et avec l'aide de «Jeunesse et Sports», nous avons pu partir avec les jeunes. Nous avons vingt et un ans à peine et eux dix-huit ans ! Et ils n'étaient pas faciles... Nous sommes allés dans la Drôme et cela s'est, dans l'ensemble, bien passé. A partir de là, mon camarade s'est découvert une vocation d'éducateur, mais moi, j'ai préféré m'orienter vers le commerce, c'est une profession qui "bouge" davantage.

**Karim** — Il y avait aussi un ancien CRS devenu concierge. Il pensait pouvoir faire changer les gens. Ainsi, il voulait interdire de faire sécher le linge aux fenêtres. Quand il en apercevait, il montait chez le locataire et mettait une amende que personne ne payait... Mais il avait un idéal, il voulait tout changer à lui tout seul. Lorsqu'il est parti, il a dit qu'il avait vécu dans la cité la meilleure période de sa vie !

**Driss** — Moi, la délinquance ne m'a pas touché car le sport m'a occupé. De plus, j'avais un père très ferme et nous n'avions pas intérêt à bouger. Nous étions huit, quatre garçons, quatre filles. Ce quartier, c'était une petite jungle et donc une bonne école... Mais beaucoup ont mal tourné. Certains ont fini en prison. D'autres sont morts et je me dis parfois (sans être superstitieux) que ceux qui ont fait du mal, ont payé le prix de leur bêtise.

**Claude** — J'ai vécu à Villeurbanne de neuf à seize ans, soit de 1966 à 1974. Pour moi qui habitais la Ferrandière, Cusset, était marqué "interdit", quant à la rue Olivier de Serres, je n'aurais pas eu l'idée de m'y risquer. Il aurait fallu être complètement fou pour tenter d'en approcher. D'ailleurs, pour nous, elle faisait, à l'époque, l'objet du plus gros pari. La traverser valait 100 francs... Je n'étais jamais sorti de Villeurbanne et ce que j'en connaissais, se limitait aux territoires de quelques bandes qui avaient leur secteur bien déterminé et nourrissaient entre elles des haines farouches.

Entre ces bandes rivales, comme dans toute guerre, il y avait des alliances, et pour passer d'un endroit à un autre, il existait "des zones franches", telles l'avenue Henri Barbusse ou le cours Tolstoï, artères où l'on ne craignait rien.

A Bonneterre, c'étaient des copains, et dans mon quartier, à la Ferrandière, il n'y avait pas vraiment de groupe constitué. En remontant, on trouvait la cité O.T.L., alliée avec Bonneterre, et plus haut le secteur d'Inkerman, grand copain "d'Olivier de Serres". Aller d'un point à un autre de Villeurbanne sans transiter par des zones dangereuses relevait de l'exploit...

J'allais à l'école rue de la République et pour moi c'était une horreur, car elle se trouvait à cheval entre deux bandes. J'étais sans cesse

obligé de courir, je ne pouvais pas m'arrêter, par crainte d'être "découpé au rasoir" ! J'en ai fait des "heures sup" à l'école pour éviter les autres, ce qui m'attendait dehors... Je ne sortais jamais sans couteau, ma première lame, je l'ai eu à neuf ans... On était obligé de s'affirmer pour exister. J'avais, soit une serpette, soit un poignard que j'attachais au mollet avec deux sangles de patin à roulettes sans quoi, ceux de la bande adverse, vous tombaient dessus.

Avec la cité Olivier de Serres, nous n'avions aucun contact, nous n'y connaissions personne, mais c'était la haine ! D'où venait-elle ? Je n'en sais rien. Il y avait des Maghrébins, nous, on était "blancs", mais la haine n'était pas forcément alimentée par le racisme. J'avais par exemple un copain Algérien qui venait à l'école "chez nous" et il n'y avait aucun problème, mais il était là, avec nous. En fait, c'était «l'Autre» qui était l'ennemi, celui qui ne faisait pas partie de notre bande. Et en ce qui concerne Olivier de Serres, la seule chose que nous savions, c'est que si on était coincé par eux, ils n'auraient pas de pitié ! Nos seuls rapports étaient de bagarre et de haine. Par exemple, on allait faire des petits boulots au marché Place Grand-Clément pour avoir un peu d'argent de poche. On bossait tout le matin et le grand jeu, pour ceux d'Olivier de Serres, c'était d'envoyer les petits pour nous piquer notre argent. Evidemment, on les jetait et ils couraient chercher les grands... L'astuce, c'était de mettre rapidement K.O les petits, de les caser dans une poubelle et de vite partir avec notre argent.

A l'entrée de la cité, je me souviens qu'il y avait une épicerie orientale, mais pour nous, il était impensable d'aller au-delà, comme s'il y avait marqué : "Défense d'approcher" ! Comme chez nous d'ailleurs pour les autres ! Quant à ceux d'Olivier de Serres, ils étaient enfermés, c'était le ghetto.

La Patinoire Baraban était le haut lieu des combats, d'autant plus lorsque venaient se greffer aux bandes habituelles, des bandes extérieures comme celle des Etats-Unis et Mermoz, alliées avec Olivier de Serres. Il s'ensuivait des bagarres dans la rue, où une bonne centaine de garçons, s'affrontaient à coup de couteaux, de haches, de maillets... Après les bagarres, les flics venaient ramasser "les morts", c'est-à-dire, ceux qui, après la bagarre n'étaient plus en état de se relever.

La structure sociale des bandes était organisée ainsi : les grands, les moyens, les petits et les taulards. Même petit, il fallait assurer sa place et vous compreniez très vite si vous ne le faisiez pas. Même à six ans, on connaît la loi du silence...

**Rachid** — C'était dur de vivre dans de tels quartiers, il fallait imposer sa loi.

Même entre nous, il fallait taper le poing sur la table ! Si on nous donnait un travail à faire, il devait être exécuté. Quand on m'imposait d'aller voler une mobylette ou une moto, il fallait que je le fasse, elle devait être là à l'heure convenue. Il fallait que je me débrouille.

C'était la loi de mes copains, pourtant je la préférais à celle de la société. Mais tout cela restait entre nous, les parents ne l'ont jamais su. Il n'y avait pas de balance !

Pour vivre à Olivier de Serres, il fallait être quelqu'un de balaise !

Le pire, c'est que Lyon entier tremblait. Si vous disiez que vous étiez de la rue Olivier de Serres, c'était fini, plus personne ne pouvait vous approcher. Les jeunes, ils avaient tous peur de vous. Ceux de mon âge et même les plus âgés. Quand on allait au cinéma, on ne voulait pas faire la queue, on disait : "Poussez-vous, laissez-nous entrer !". Et tout le monde se retirait, on était les caïds, on avait une grande réputation, une réputation nationale !

Mais nous, on ne brûlait pas les voitures pour s'amuser, on en volait une simplement pour aller en boîte. Ensuite, on la déposait un peu plus loin et on rentrait chez nous. Là, oui, c'est vrai. Mais on n'agressait pas, ce n'était pas du tout notre style.

Il n'y avait pas de grands délits à l'époque où j'habitais là-bas. Les jeunes faisaient des virées aux Terreaux, aux Brotteaux, à Vauban, ils buvaient, faisaient la fête et cela dégénérait souvent en bagarre, mais il n'y avait pas d'armes.

Il y avait encore du respect... Sauf, une fois. Le vendredi soir, les grands du quartier avaient pris une cuite et ils avaient défoncé tout le monde à Bonneterre ou aux Terreaux, je ne sais plus. Le samedi soir, ils y sont retournés et ils ont recommencé. En plein dimanche, vers cinq, six heures, les vieux étaient assis dehors, et nous, les gamins, on jouait au ballon. Ceux de la bande rivale (Terreaux ou Bonneterre, je ne sais plus) sont arrivés en DS et ils nous ont mitraillés, ils ne nous ont pas tiré dessus, mais il y avait une rafale sur le mur. Là, cela commençait à être sérieux. Les grands aussi se sont armés et le quartier est devenu réputé et très dangereux.

Il n'y avait pas que le nôtre qui posait problème, mais le pire c'était Olivier de Serres. A tel point qu'il a même fallu changer le nom du quartier.

Oui, il y avait des durs dans ce quartier.

Là-bas, il fallait se démerder...

Il y avait des "Gitane Testi", il fallait les voler... C'étaient les premières mobylettes italiennes à vitesses qui étaient entrées dans le quartier. Les policiers ne pouvaient pas nous rattraper, ils n'avaient que des vélos... Nous étions livrés à nous-mêmes dans ce quartier. On nous avait abandonnés.

C'était presque devenu un domaine privé, même l'Amicale des Algériens n'y accédait plus. C'était à nous, c'était un vrai ghetto.

On a essayé de nous donner des professeurs arabes, mais moi, je n'allais pas aux cours et je volais les mobylettes des profs.

Au début, avec les grands, un jour sans histoire, c'était rare !



Le facteur venait avec les allocations dans les poches, il avait parfois deux ou trois millions, alors les grands l'agressaient, ils avaient besoin de tunes !

Peu à peu l'ambiance a dégénéré, c'est devenu très grave, il y avait des règlements de comptes, du proxénétisme, des braquages. Mes propres amis, avec lesquels j'ai grandi, sont morts. Au moment de la démolition, quand les ouvriers ont défoncé l'allée 32, ils ont trouvé de l'or, des mitraillettes. Des gens avaient fait des braquages, ils avaient caché le butin et ils étaient morts.

**Karim** — Pour l'avenir des jeunes, l'effet de ghetto n'a pas été une bonne chose.

Même s'ils étaient contents de se retrouver entre copains, certains ont été entraînés sur une mauvaise pente. J'ai connu un garçon, venu d'un quartier tranquille, avec son vélo et son short. Aujourd'hui, il purge trente ans de prison. Il aurait mieux valu qu'il ne vienne pas rue Olivier de Serres.

Dans son cas, il y a eu un effet d'entraînement. Ailleurs, rien ne se serait peut-être passé. Plus tard, durant l'adolescence, les jeunes formés à la petite délinquance sont tombés dans la grande, mais c'est arrivé après la destruction du quartier.

**Claude** — A ma connaissance très peu de jeunes de mon quartier s'en sont sortis. Je n'ai plus revu personne. Je me suis accroché au sport, je faisais du karaté et quand je sortais, c'était tard et j'évitais de rencontrer mes ex-copains.

Je n'ai pas l'impression d'avoir été petit. Je n'ai pas eu d'enfance. Quand j'ai commencé à travailler, j'ai pu m'acheter des bandes dessinées, avant je ne savais pas ce que c'était. Sorti de mon univers, j'étais perdu, je n'avais plus de sécurité, c'est pourquoi, bien qu'ayant vécu à Villeurbanne, je n'en connais pas grand-chose, de même que de Lyon.

Dès qu'on allait en ville, on était tout de suite repéré, on inquiétait avec notre dégaine... Un jour, j'ai eu la chance de tomber sur un professeur qui faisait de l'orientation, elle m'a envoyé à La Martinière. Arrivé dans ce lycée, j'étais complètement perdu avec mes trous dans les chaussures... J'avais décidé de devenir honnête et je faisais quinze fois le tour du quartier, en regardant dans les caniveaux pour trouver de quoi me payer un café. Un jour, j'ai rencontré un rescapé comme moi d'une bande adverse et nous avons fait cause commune pendant les trois années passées "à la Martin". On ne se connaissait pas, mais on s'est regardé, et on s'est reconnu tout de suite comme étant du même monde... Il était du quartier des Etats-Unis.

Même si on ne demande rien, les autres vous repèrent. Vous arrivez à la "Martin" et on vous dit : "Vous venez d'où ?" "De Villeurbanne ! Alors tenez-vous à carreaux !"

La différence ne passe pas avec les autres. On est poursuivi par son passé. Pendant des années j'ai surveillé mon vocabulaire, essayé d'oublier l'argot, le verlan, j'ai mis des années à perdre l'accent de Villeurbanne, mais même si vous arrivez à gommer tout cela, il reste le regard des autres...

**Rachid** — J'ai quitté le quartier en 1978. On savait qu'il fallait partir. Nous sommes allés dans le Nord, mais j'étais mal, je n'allais plus à l'école, c'était la dérive totale... Dans le Nord, on était seuls. Mon père ne sortait pas non plus, alors que rue Olivier de Serres, la porte était toujours ouverte, boulevard de la liberté, c'était ! Tu rentrais chez qui tu voulais, c'était une liberté totale, il y avait une chaleur humaine, une chaleur d'enfer... Mais je ne regrette pas, même la dérive de ma vie, je ne la regrette pas. Et je suis toujours revenu à mes racines, je ne pouvais pas me séparer de ce quartier. Dans les années 80, je suis revenu car j'avais encore de la famille ici, mais j'étais un mort vivant.

**Driss** — Oui, j'ai grandi dans un quartier chaud... On était trop gamin, c'est ancré en nous, mais ce qu'on a vu, on ne peut pas le dire... Pourtant cela donne une sacrée expérience de la vie. Avec une telle expérience, la rage de vivre qu'on avait dans ce quartier, je me dis souvent que les gens qui sortent de là, s'ils ne réussissent pas dans la vie actuelle, c'est qu'ils ne veulent pas. Il y avait le quartier et le reste du monde. A l'intérieur, c'était un peu la jungle, mais la vie hors du quartier, c'était de la "gnognote", on était les plus forts.

**Karim** — Certains jeunes s'en sont bien sortis, mais ce n'est pas la majorité, quelques-uns ont obtenu des doctorats, sont devenus avocats, éducateurs... Avec eux, pas de bagarres, pas de vols. Ils ont continué leurs études. Je ne sais pas comment ont fait ces familles pour que leurs enfants s'en sortent. Les parents ont peut-être joué un rôle, mais cela vient surtout des jeunes, car les parents étaient souvent dépassés. Il fallait vraiment avoir du caractère pour s'en sortir. Moi, j'ai quitté le quartier alors que j'étais en terminale. J'étais conscient qu'il fallait travailler, mais les copains étaient trop présents, je les entendais dehors et j'étais tenté de les rejoindre. Ce n'était pas un endroit propice au travail scolaire. Il aurait fallu un lieu plus calme. Par la suite j'ai fait un D.E.S.S, mais cela s'est passé après mon départ du quartier. Je fais maintenant de la réalisation.

**Sonia** — S'en sont sortis ceux dont les familles étaient derrière.

**Irène** — Nous n'avons pas parlé des filles. Leur situation était loin d'être facile. Certaines, je l'ai dit, étaient contraintes de mener une "double vie", celle d'écolière et celle de ménagère. Il a fallu expliquer aux mamans qui, elles, n'avaient pas été à l'école, qu'en France, on ne pouvait pas demander aux fillettes la même chose que dans leur pays. Les mères n'avaient pas une volonté d'exploitation de leur enfant, mais elles-mêmes avaient travaillé dur et le moment de la "retraite" venu, elles pensaient pouvoir se reposer sur leurs filles. Et elles avaient du mal à comprendre qu'on les en empêche ! L'une de ces mères, dont la fille est devenue avocate, disait d'un ton de reproche : "Elle va à l'école toute la journée et quand elle rentre, elle reste encore dans ses livres !"

## Vers la fin d'une histoire...

**Sonia** — La situation du quartier s'étant de plus en plus détériorée, la ville envisagea la démolition. La mairie racheta les immeubles à la régie Simon.  
La première démolition a concerné la barre du 34 au 40. Auparavant un homme a fermé tous les volets. C'était impressionnant. Une maison, c'est comme une personne... Il y avait des rats qui sortaient des allées. Les gens s'étaient rassemblés pour regarder tomber les immeubles.

**Irène** — Lorsque la démolition a commencé, les entreprises sont arrivées avec une grosse boule, mais elle s'est avérée incapable de faire sauter le béton, il a fallu dynamiter les immeubles.  
Je me souviens que trois femmes, bouleversées par l'explosion, sont venues ensemble, à la fin de ma permanence à la Perralière. Elles m'ont dit : "Irène on a démoli nos maisons, toute la barre a sauté, là où on avait élevé nos enfants !" Elles avaient besoin de dire leur émotion à quelqu'un ! C'était comme si on faisait fi de toute leur histoire.

**Driss** — A cause de ce regroupement dans ce quartier, nous n'avions pas été déracinés complètement, mais c'est devenu plus dur, quand la démolition a commencé et que les habitants ont été éparpillés dans l'agglomération lyonnaise.  
Dans un sens, c'était une bonne chose, car on était obligé de s'intégrer, mais dans un autre, c'était difficile, nous avons grandi avec des gens et du jour au lendemain, nous étions séparés.

**Sonia** — Les familles ont été relogées dans divers endroits. Certains dans différents quartiers de Villeurbanne, d'autres au Tonkin, mais aussi à la Croix-Rousse, à Meyzieu, Caluire.  
Les travailleurs sociaux ont souhaité que ces logements soient promotionnels pour les familles. Il y a eu quelques accessions à la propriété du fait d'appartements à des prix intéressants.

**Irène** — Petit à petit tout a été démoli. En même temps, on commençait les fondations de ce qui allait devenir la cité Jacques Monod. Le nouvel ensemble devait comporter des immeubles et douze villas.

**Mme B** — Lorsque les immeubles ont été démolis, on nous a proposé de vivre dans les villas qui avaient été construites, à côté de la nouvelle cité Jacques Monod. Nous n'avons pas pu, car c'était trop cher pour nous, c'est dommage, je serais bien restée, car elles avaient un jardin intérieur.

**Sonia** — Dans les villas ont été relogées des familles venues d'autres lieux de la ville, où elles occupaient des logements insalubres, mais aussi des familles de la cité qui n'ont pas eu véritablement d'autre choix. Il y a ainsi des gens qui n'ont pas quitté le périmètre. La construction de ces villas a été une grosse erreur. Les habitants ne s'y sentaient pas bien, même ceux venus de l'extérieur.

**Driss** — Face à ces douze villas, de deux étages, on éprouvait une impression de malaise...

**Irène** — Ces maisons étaient mal orientées, il y avait peu de soleil. De plus, elles tournaient le dos au reste du quartier et donnaient sur un immense mur gris, très triste. Les architectes avaient conçu ces pavillons sur le modèle des villages de la Mitidja. Ils pensaient qu'il ne fallait pas que les femmes soient vues par leur voisin, mais ils n'avaient pas pris en compte le fait que ces gens se connaissaient tous depuis plusieurs années, le contexte était bien différent. On a fait miroiter aux familles que les villas avaient une cour intérieure pour étendre le linge, mais cet espace n'a pas été perçu comme le souhaitaient les constructeurs, puisqu'une locataire a mis du linoléum dans sa cour...



**Driss** — Une phrase de l'architecte m'est restée en mémoire.

A quelqu'un qui lui demandait pourquoi ces villas n'avaient pas de vue et donnaient contre un mur, il a répondu : "Je voulais vous laisser dans votre élément comme au bled, avec le patio". Une personne lui a alors répondu : "Vous devriez aller voir, ce n'est pas du tout comme cela".

Nous avons vécu dans l'une de ces villas plusieurs années. Mes parents sont restés jusqu'en 89/90.

**Irène** — Ces familles et en particulier les adolescents et les enfants, n'acceptèrent pas cette nouvelle exclusion et des jeunes se "vengèrent" sur les habitants de la cité Jacques Monod. Les nouveaux arrivants leur avaient, disaient-ils, volé leur quartier.

**Driss** — Au début, avec des copains, en tant que résidents des villas voisines de la cité Jacques Monod, j'ai fait partie de l'association du quartier avec pour objectif de connaître les nouveaux habitants. Mais nous étions rejetés car dès qu'il se passait quelque chose, on nous l'attribuait. Les rapports avec nos voisins n'étaient pas faciles.

**Irène** — Effectivement quelques jeunes gens appartenant aux familles des villas réagirent de façon saine en essayant de discuter avec leurs voisins et en prenant contact avec le comité de locataires de la cité. Ils ont certainement fait du travail positif. Mais on ne pouvait rien résoudre en laissant subsister cette "ghettoïsation" qui provoquait des actes de vandalisme, qui renforçait l'exclusion... Tout le monde en voulait à tout le monde.

Et la municipalité a pris la décision de reloger ailleurs, une à une, les douze familles des villas.

**Sonia** — Au début de la cité "Jacques Monod", le passé "d'Olivier de Serres" était encore bien présent dans les mémoires. Les assurances ont joué la-dessus, elles ont demandé d'installer des portes blindées dans les appartements !

**Irène** — L'histoire d'Olivier de Serres s'est arrêtée lorsque la dernière famille locataire a quitté le quartier, plus exactement la rue Joliot-Curie, nom donné à l'artère qui sillonne la cité, tandis que la rue Olivier de Serres s'appelle désormais rue Victor Basch.

**Sonia** — A cause des difficultés avec les habitations voisines, un mur avait été construit pour séparer les deux cités. Il n'en demeure qu'un seul pan, vestige du passé, mais certains de ceux qui ont vécu là, s'arrêtent pour le toucher quand ils passent à proximité.  
Il y a une génération qui a ses racines à Olivier de Serres. Pour beaucoup de jeunes, c'est un lieu d'appartenance, ils sont nés ici. Quand ils reviennent, ils disent : "C'est sur notre quartier qu'a été construit Jacques Monod". C'est comme s'ils avaient un droit sur cet espace...

## Septième scène

# Avec le temps...

**Mme B** — Dans ce quartier Simon, il s'est passé beaucoup de choses, ce ne sont pas des bons souvenirs, mis à part celui de la fête de l'école où une année, j'avais fait tous les gâteaux. Je n'ai pas oublié ce que j'ai souffert là-bas. Nous étions tous très malheureux. Les éducateurs ont été une aide, ils nous ont donné un coup de main pour les enfants, mais ils ne pouvaient pas tout. Il y a une génération de gamins qui s'est bien amusée dans le quartier Simon, mais aujourd'hui, adultes, ils serrent la vis de leurs enfants !

**Rachid** — J'ai passé de bons moments dans ce quartier, c'était ma jeunesse, mais j'ai grandi dans la rue, l'école ne m'a rien apporté, je n'ai pas de diplômes... Pourtant, je connais beaucoup de choses, mais j'ai surtout galéré...  
A l'époque, le gamin que j'étais n'a pas pris un bon chemin, mais moi, j'aimais cette façon de vivre. J'étais comme ça. J'ai grandi dans les bâtiments. Du matin au soir, on était collés les uns aux autres. On n'était séparés que pour dormir et encore... Parfois on allait dormir chez l'un ou chez l'autre. Maintenant je suis à l'opposé de ce que j'étais. La direction que j'avais prise ne m'a rien rapporté, il a donc fallu que je change. Ce qui m'a manqué peut-être, c'est que mon père n'est jamais intervenu ou seulement quand c'était grave  
J'élève mes enfants différemment. A l'école, ils doivent bosser. Je leur dis : "Tu dois travailler, si tu ne le fais pas pour toi, fais-le pour tes enfants". Je ne veux pas qu'ils fassent comme moi, je veux qu'ils réussissent.

**Claude** — Même si je suis sorti depuis longtemps de cette vie, un tel départ est une entrave sérieuse à toute réussite et source de galères sans fin pour arriver à autre chose. Ma vie à Villeurbanne telle que je l'ai décrite m'a rendu sensible aujourd'hui à ce qui touche le social et j'interviens dans des actions comme celle d'A.I.D.  
En fait, nous vivions dans un univers totalement fermé et quand on est là-dedans, vivre, c'est survivre et sans jamais lâcher un pouce de terrain, car les autres en profitent. Il faut sans cesse donner des preuves de virilité, en se battant et en volant. Il y avait des types qui étaient des fous.  
En réalité, c'était une vie très misérable, intellectuellement, psychologiquement, humainement. Avoir par exemple un sentiment pour une fille, ce n'était pas possible, c'était très mal vu.  
La pire chose que j'ai vécue à cette époque là, c'est la solitude des veilles de fêtes. Imaginez que vous rentrez chez vous le 24 décembre au soir, tous les gens rigolent dans la rue et vous avez devant vous, une demi-boîte de pâté et de l'eau à profusion. On se dit alors que ça ne peut pas s'arrêter là. Quoi dire d'autre sur cette époque ? Que les rues étaient froides l'hiver, qu'il y avait un vent qui soufflait, seulement de la flotte à boire, et que j'avais la haine...  
Mon seul bon souvenir, c'est celui de Marie, la fille d'Inkerman avec laquelle je sortais... Mais qu'est-elle devenue ?

**Mme N** — Aujourd'hui, j'ai évolué, je vis seule, j'ai fini par comprendre que je devais me prendre en charge, j'ai appris à lire peu à peu et puis à travailler, je fais des ménages.

**Driss** — Les adultes espéraient encore, à cette époque, rentrer dans leur pays au bout de quelques années. Beaucoup de parents d'Olivier de Serres ont leur maison au pays, c'est une image de leur réussite. Mais l'espoir du retour s'est amenuisé au fil du temps et bien peu ont pu concrétiser leur projet, ne serait-ce que parce que leurs enfants ne souhaitent pas rentrer.

**Karim** — Certains parents qui ont aujourd'hui soixante ou soixante-dix ans disent qu'à cette époque, ils étaient heureux. C'est sans doute parce que leurs enfants étaient en bas âge et qu'ils ne leur posaient pas de gros problèmes. L'essentiel pour eux, c'était de les nourrir et de les voir fréquenter l'école. C'était très important pour les adultes, car la plupart étaient analphabètes. Lorsque je reparle de cette période, avec ma mère, je l'ai fait il n'y a pas si longtemps, elle dit que ce qui la fatiguait, ce n'était pas tant le travail, mais le souci pour l'avenir de ses enfants.

Longtemps, elle est retournée dans le quartier, chez son dentiste, et à ce propos elle m'a dit : "Quand je sortais du métro à Cusset, je sentais une vague d'air et j'oubliais tous mes maux. Cet endroit est magique, j'oublie tout." C'était l'époque où elle avait ses huit enfants autour de la table et son plus grand bonheur était de les voir manger tous ensemble. Pour beaucoup, le temps vécu rue Olivier de Serres reste une belle époque, peut-être parce que c'était aussi le temps de la jeunesse et de l'enthousiasme...

**Driss** — Ce quartier, un jour, j'ai décidé d'en partir. Malgré toute l'aide des éducateurs, il fallait une volonté personnelle de s'en sortir. Je l'ai quitté en 1987.

**Karim** — Mes racines ne sont pas dans ce quartier, simplement, j'y ai vécu aussi de bons moments. Certains jeunes, peuvent dire encore aujourd'hui : "Je viens d'Olivier de Serres" car c'est le quartier de leur enfance. Il est bon de connaître ses racines pour savoir d'où l'on vient et pour savoir où l'on va.

Quant à moi, en fait, je suis "interculturel". Je pars du principe que nous sommes tous des êtres humains. L'homme est un homme, quelle que soit son ethnie.

En ce qui concerne le quartier, je pense qu'il ne fallait pas garder un tel regroupement de population, malgré les avantages que cela pouvait représenter pour les gens. On avait fini par séparer deux populations et ce n'est jamais bon, c'est contraire, je ne dirai pas à l'intégration

(je ne sais pas d'ailleurs qui doit s'intégrer à l'autre), mais je dirai plutôt, contraire à la nécessaire pluralité.

C'est très mauvais de concentrer des minorités et il ne faut pas que cela se reproduise. D'autant plus qu'on vit dans un monde tout autre, bien plus dur encore avec l'accroissement de la toxicomanie, ce véritable fléau, le sida et le chômage.

Dans ces années, un jeune qui avait fait les quatre cents coups, pouvait malgré tout se recycler, aujourd'hui, il est bien plus difficile de s'en sortir, c'est la grande différence avec hier...

C'était aussi l'après 68 qui avait fait naître d'autres aspirations. Les gens pensaient changer beaucoup de choses dans la société.

Aujourd'hui, c'est chacun pour soi. Les jeunes des banlieues semblent avoir perdu cette faculté de rêve, pourtant il y a besoin de rêves dans la vie. Ils sont plus matures, plus conscients et donc moins bien dans leur peau. Et puis ils ne sont pas sûrs de trouver un emploi. On rencontre maintenant des enfants qui n'ont jamais vu leurs parents aller travailler, ils se sont toujours levés avant eux. Il y a quelques années, on disait aux jeunes : "Plus tard, vous aurez un emploi, vous vous marierez". Maintenant, ils n'y croient plus. Les battants s'en sortent, mais il y en a qui sont prêts à jeter l'éponge.

Nous avons des garanties par rapport à l'avenir et donc nous pouvions nous permettre d'être plus optimistes. Les valeurs ont changé. Pourtant, l'homme a besoin de valeurs. Il ne suffit pas de lui donner à manger. On ressent aussi un manque de communication et des formes de racisme, tout cela est démotivant. Mais la vie est une lutte...

Avec le recul du temps, les anciens habitants parlent d'Olivier de Serres comme d'un lieu qui a porté bonheur et manifestent beaucoup de respect pour ce lopin de terre marqué par une solitude collective.

Et il est vrai que d'une certaine façon, cette vie en ghetto, les a préservés d'un contact trop rude avec les habitudes du pays d'accueil. On peut dire qu'ils sont devenus réellement immigrés lorsqu'ils ont quitté le quartier et que les familles ont été dispersées.

Ce livre a été édité par le Centre Social de Cusset à l'initiative des "Rencontres autour de l'écriture".

Avec le soutien de : ● la Préfecture du Rhône ● la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Rhône ● le Fonds d'Action Sociale Rhône-Alpes.

Grand merci à : ● tous les acteurs de ce récit qui ont su faire revivre un passé endormi ● tous ceux qui, sans avoir témoigné directement, ont rendu curieux de cette cité ● Marie Monsarrat, instigatrice de ces "Rencontres autour de l'écriture" ● Olivier Neyrand, puis Pascal Riquier, directeurs du Centre Social de

Cusset et toute leur équipe, pour le soutien actif du projet.

Merci aussi, pour leurs conseils et témoignages très précieux, à : ● Patrick Arnaud ● Francesco Azzimonti ● Stéphane Boudoyan ● Hélène Bollian ● Monique Donnet ● Martine Fayolle ● Benoît Guillemont ● Madame Kachaou ● Kier Korrichi ● Marcel Lamarre ● Adda Nasri ● Paul Rostagnat ● Zbeïda Saidane ● Nasser Slimani.

Merci également à : ● La Maison du Livre et de l'Image et du Son de Villeurbanne ● Aux Archives de la Ville de Villeurbanne.

Merci enfin ● à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont contribué à l'existence de ce livre.

Crédit photographique :

● Le Progrès  
● Stéphane Boudoyan ● Jean-Paul Masson ● Jean-Paul Tixier



## Annie Schwartz

---

Auteur, écrivain public, spécialisée dans l'histoire des quartiers, des villages, des associations, Annie Schwartz, écrit à partir de témoignages et anime des "rencontres autour de l'écriture" dans les secteurs sociaux et culturels.

## Alain Sauzay

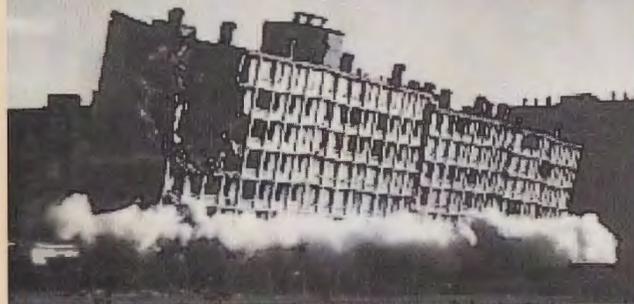
---

Graphiste, illustrateur, Alain Sauzay donne formes et couleurs à l'imagination. Il œuvre aussi dans la communication visuelle : affiches, brochures, logos... pour les entreprises, associations, collectivités locales.

Conception - réalisation : Tempo Media : 01 30 40 11 19  
Impression : Imprimerie Azoulay, Villeurbanne : 04 78 85 17 09  
Dépôt légal : juin 1997  
Imprimé en France  
© Centre Social de Cusset, 1997 - Numéro d'Editeur : 2-9511440

Toute reproduction, par quelque procédé que ce soit,  
de textes ou d'illustrations contenus dans le présent ouvrage  
et qui sont la propriété de l'Editeur,  
est strictement interdite sans son accord écrit.

ISBN : 2-9511440-0-8



*“Dans la poussière des décombres  
s’envole un peu du passé  
des familles d’Olivier de Serres”*

**Cité ghetto, mémorable à plus d’un titre, “Olivier de Serres”, rayée de la carte de Villeurbanne en 1984, a une histoire tumultueuse.**

**Ses occupants : enfants, parents, travailleurs sociaux, la racontent... Le prisme du souvenir restitue la couleur, la vie, l’émotion, la souffrance...**

**Centre  
Social**  
Cusset